

Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le

ID : 035-243500139-20240620-C2024\_104BIS-DE

# 2023

# COMPTES FINANCIERS UNIFORMES

# SOMMAIRE

|                     |   |
|---------------------|---|
| TABLES DES MATIERES | 2 |
|---------------------|---|

|           |   |
|-----------|---|
| PREAMBULE | 3 |
|-----------|---|

|                     |   |
|---------------------|---|
| SYNTHESE BUDGETAIRE | 5 |
|---------------------|---|

|           |  |
|-----------|--|
| GLOSSAIRE |  |
|-----------|--|

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Préambule.....   | 3  |
| Budget consolidé.....  | 5  |
| Budget Principal .....   | 6  |
| I. Résultat compte financier unique 2023.....  | 6  |
| II. Structure du compte financier unique par chapitre.....                                   | 7  |
| III. Analyse de la section de fonctionnement.....  | 9  |
| A. Dépenses de fonctionnement par chapitre .....   | 9  |
| B. Dépenses de fonctionnement par politique publique .....                                   | 15 |
| C. Recettes de fonctionnement.....   | 18 |
| IV. Analyse de section d'investissement.....   | 24 |
| A. Dépenses d'investissement.....  | 24 |
| B. Recettes d'investissement .....   | 29 |
| C. La dette.....   | 30 |
| Budgets annexes .....  | 31 |
| I. Budget annexe Transports urbains.....   | 31 |
| B. Section d'investissement .....  | 32 |
| II. Budget annexe Élimination et valorisation des déchets.....                               | 34 |
| A. Section de fonctionnement.....  | 34 |
| B. Section d'investissement .....  | 35 |
| III. Budget annexe Assainissement.....   | 37 |
| A. Exploitation .....  | 37 |
| B. Section d'investissement .....  | 38 |
| IV. Centre des congrès.....  | 40 |
| A. Section d'exploitation .....  | 40 |
| B. Section d'investissement .....  | 41 |
| V. Budgets annexes Réseaux de chaleur .....  | 41 |
| A. Section d'exploitation .....  | 41 |
| B. Section d'investissement .....  | 42 |
| VI. Budgets annexes des zones d'aménagement.....   | 42 |
| VII. Crématorium.....  | 44 |
| VIII. Production d'énergie photovoltaïque.....   | 44 |
| Annexe 2 – Bilan de la gestion des engagements pluriannuels .....                            | 47 |
| Annexe 3 – Subventions de fonctionnement versées détail par politique et bénéficiaires ..... | 49 |

# Préambule

Le contexte économique, marqué par la persistance d'une inflation à un haut niveau (+4,9%), a fortement pesé sur les finances de Rennes Métropole en 2023, à travers une forte hausse des prix des matières premières, de l'énergie, des coûts de prestations et mais également une remontée rapide des taux d'intérêts et l'application de mesures nationales destinées à préserver le pouvoir d'achat des agents.

Malgré ces facteurs exogènes défavorables, Rennes Métropole a poursuivi la mise en œuvre des priorités du mandat en matière de réponse aux besoins de service public et d'investissement, tout en maintenant un niveau d'épargne brute permettant d'assurer le financement de ces ambitions. De nombreux projets structurants ont ainsi été amorcés, poursuivis ou développés en 2023, reflétant le choix, pleinement assumé, d'amplifier les efforts en faveur de la lutte contre le changement climatique et des solidarités :

- Lancement de la révision du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) qui vise notamment à créer les conditions pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre actualisés au niveau européen et national ;
- Poursuite de l'accompagnement des bailleurs sociaux dans l'effort de construction et de réhabilitation, notamment thermique, du parc social ;
- Poursuite de la politique en matière de développement des mobilités douces ;
- Politique volontariste en matière foncière de manière à mieux contrôler le développement urbain de la Métropole et favoriser la production de logements accessibles ;
- Accompagnement des acteurs du territoire dans l'effort de rénovation thermique : copropriétés, habitat individuel, établissements d'enseignement supérieur dans le cadre du Contrat de plan Etat Région (CPER) ;
- Poursuite des politiques en faveur de l'insertion et de l'emploi, mise en œuvre de la stratégie solidarités comprenant notamment le plan Hospitalité pour la mise à l'abri des familles en difficulté et l'ouverture de la Maison des femmes.

Ce volontarisme se heurte toutefois à une tendance prononcée de réduction de l'autonomie fiscale des collectivités territoriales, au gré des suppressions d'impôts locaux décidées par l'Etat et de la mise en place de mécanisme de compensation par des fractions de TVA. Ce recul du levier fiscal s'accompagne en outre d'une plus grande sensibilité des recettes transférées à la conjoncture économique. En témoigne, en 2023, une progression de la TVA transférée au titre de la perte de la taxe d'habitation, inférieure à la hausse de l'inflation.

Dans ce contexte, et alors que l'Etat prévoit une mise à contribution du monde local au futur plan de redressement des finances publiques, Rennes Métropole ne peut légitimement que s'inquiéter du décalage croissant entre les injonctions à agir massivement en faveur de la transition écologique et les moyens financiers que peuvent mobiliser les collectivités, qui ont dû, en outre, faire face au renchérissement de la plupart des projets du fait de la reprise de l'inflation.

Si les efforts réalisés collectivement ces dernières années afin d'optimiser au mieux les moyens, ainsi que les économies d'énergie générées par les investissements vertueux (passage en LED de l'éclairage public par exemple), ont permis de contenir la dégradation de la trajectoire financière à court terme, la question du financement des investissements pour lutter contre le dérèglement climatique reste posée pour les années à venir. Comme

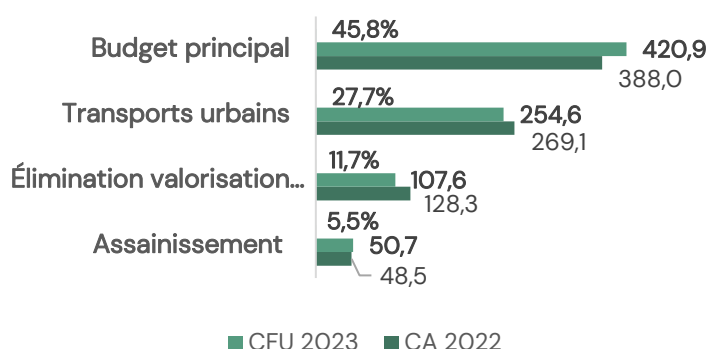
l'a souligné une étude publiée en 2023 par La Banque postale et l'institut pour le climat i4ce, l'atteinte des objectifs de la stratégie nationale bas carbone suppose un doublement des investissements des collectivités territoriales.

Le rapport ci-après met en lumière l'ensemble de l'activité. Il est présenté pour la première année sous le format de compte financier unique (CFU) qui regroupe les 2 documents qu'étaient auparavant le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Le CFU a vocation à améliorer la transparence des données financières et simplifier les échanges entre le comptable et l'ordonnateur dans le cadre de la clôture des comptes.

# Budget consolidé

Les dépenses réelles totales consolidées s'élèvent à **844,36 M€<sup>1</sup>** en 2023, soit -1,27 M€ par rapport à l'année 2022. La dynamique des dépenses de fonctionnement du budget principal, dans un contexte de forte reprise de l'inflation (+24,7 M€), et le maintien d'un haut niveau d'investissement (+6,8 M€) sont compensés par la baisse des dépenses d'investissement des budgets annexes Transports urbains et Déchets qui correspond au cycle de vie des projets, avec notamment la mise en service de la ligne b.

## 4 Principaux budgets Rennes Métropole



| En M€                             | CA 2022       | Budgété 2023  | CFU 2023      | Taux exécution 2023 | Évolution CA22/CFU23 |              |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|----------------------|--------------|
| Budget principal                  | 388,02        | 474,89        | 420,98        | 89%                 | 32,96                | 8%           |
| Transports urbains                | 269,19        | 292,76        | 254,60        | 87%                 | -14,59               | -5%          |
| Élimination valorisation déchets  | 128,28        | 117,72        | 107,64        | 91%                 | -20,63               | -16%         |
| Assainissement                    | 48,51         | 66,96         | 50,69         | 76%                 | 2,18                 | 5%           |
| Centre des congrès                | 6,10          | 8,55          | 6,18          | 72%                 | 0,08                 | 1%           |
| Réseaux de chaleur                | 4,65          | 4,72          | 2,81          | 60%                 | -1,84                | -40%         |
| ZAE-ZAC (6 budgets)               | 0,78          | 2,89          | 1,32          | 45%                 | 0,54                 | 69%          |
| Crematorium                       | 0,10          | 0,78          | 0,14          | 17%                 | 0,04                 | 42%          |
| Production énergie photovoltaïque | 0,00          | 0,14          | 0,002         | 1%                  | 0,00                 | -37%         |
| <b>Total dépenses réelles*/**</b> | <b>845,62</b> | <b>969,41</b> | <b>844,36</b> | <b>87%</b>          | <b>-1,27</b>         | <b>-0,1%</b> |

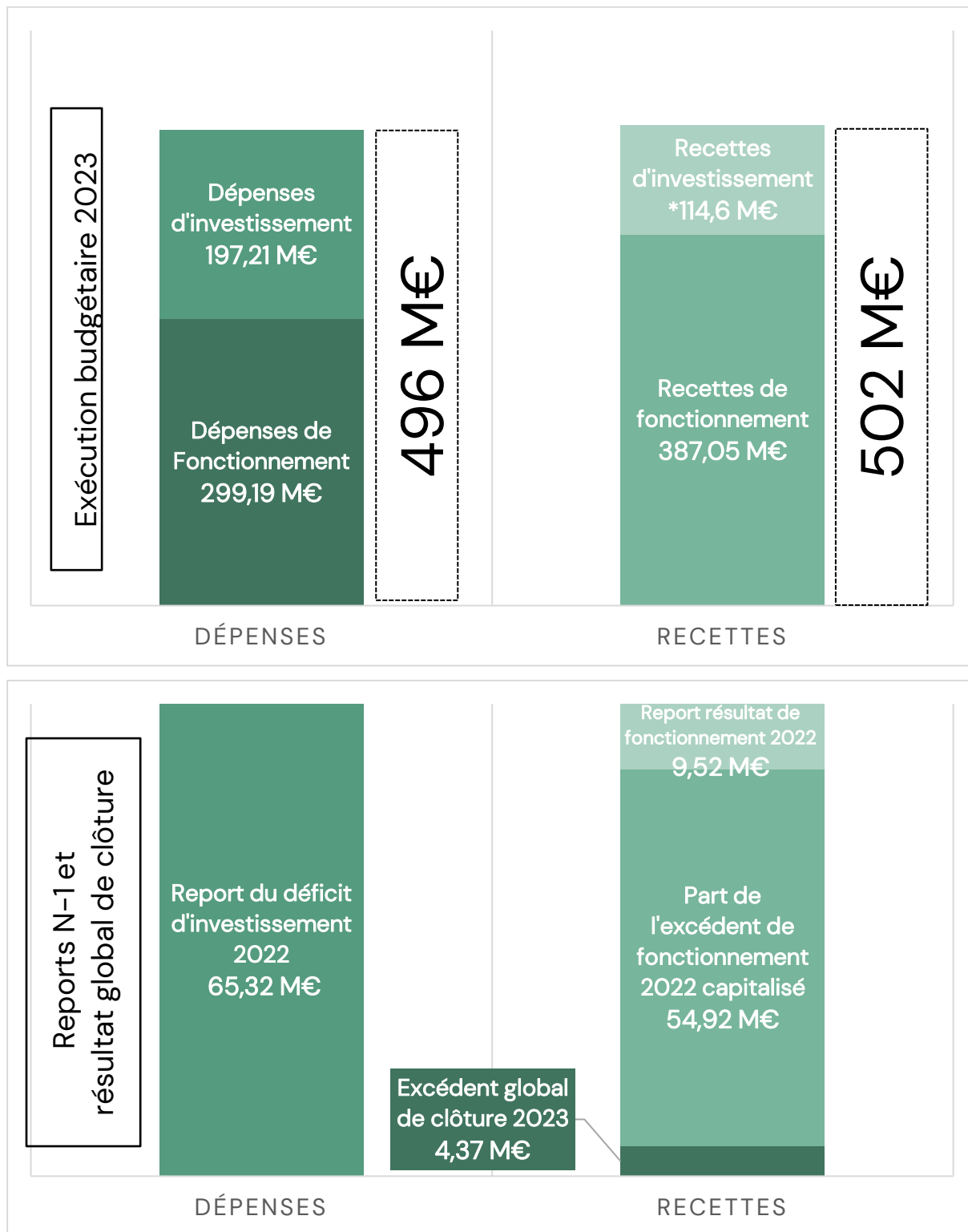
\*hors flux inter budget (45,1 M€) et réintégrations (30,4 M€)

\*\*neutralisation de la part de dépenses de personnel mutualisée remboursée par la Ville de Rennes (33,4 M€ au CA 2023 et 31,7 M€ au CA 2022)

<sup>1</sup> Le budget consolidé (dépenses réelles hors résultats) avant retraitements représente un volume financier de 953,3 M€ au CFU 2023. A ce montant il convient de retirer les flux inter budgets (doublon lors de la consolidation), les réintégrations des avances sur travaux à l'actif immobilisé dans le cadre des mandats confiés à Trajectoires (mandat ligne a et b : doublon versements d'avances et intégrations des biens à l'actif) et la part des dépenses de personnels intégralement remboursée par la Ville de Rennes dans le cadre de la convention de mutualisation

# Budget Principal

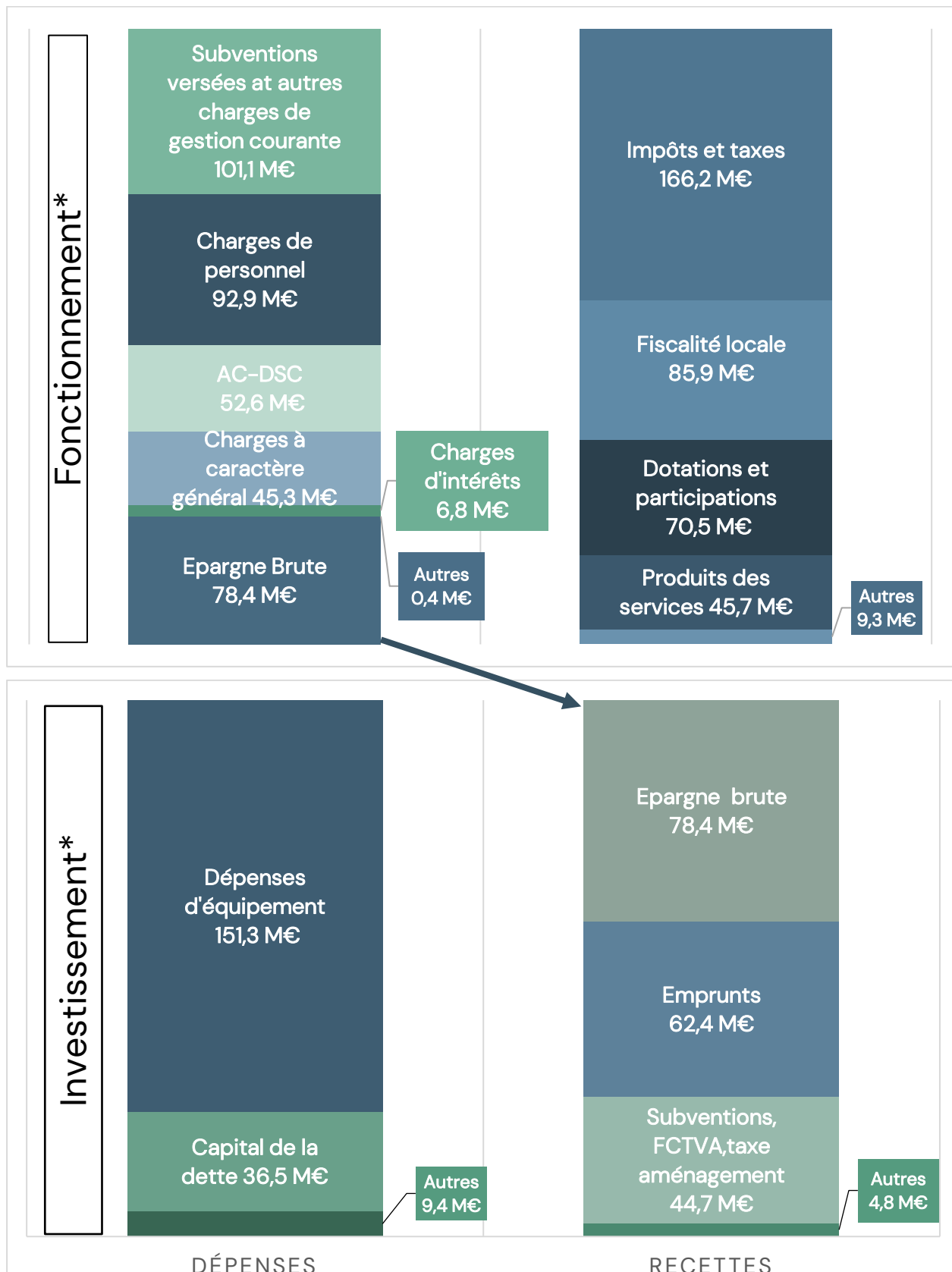
## I. Résultat compte financier unique 2023



\*Recettes réelles d'investissement exécutées 111,8 M€ et solde positif des restes à réaliser 2,8 M€

**Le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023 présente un excédent global de 4,4 M€.** Il est constitué du résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 53,9 M€ et du résultat déficitaire de la section d'investissement de 49,5 M€.

## II. Structure du compte financier unique par chapitre



\*Mouvements réels uniquement

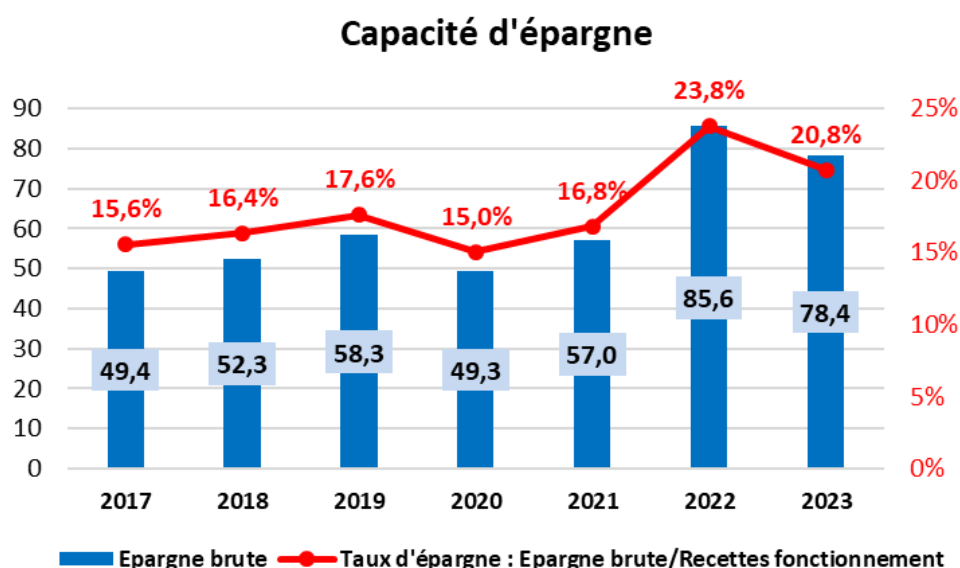
Hors produits de cession (9,5 M€), l'épargne brute s'élève à 78,4 M€.



| Comptes administratifs<br>(en M€)                  | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Recettes de gestion *                              | 299,61       | 318,83       | 325,80       | 338,43       | 334,46       | 345,77       | 365,88       | 387,05       |
| Dépenses de gestion                                | 248,79       | 265,22       | 264,87       | 269,27       | 276,00       | 280,96       | 271,74       | 292,40       |
| <b>Épargne de gestion *</b>                        | <b>50,82</b> | <b>53,61</b> | <b>60,94</b> | <b>69,16</b> | <b>58,46</b> | <b>64,81</b> | <b>94,14</b> | <b>94,65</b> |
| Frais financiers                                   | 2,67         | 2,63         | 3,00         | 3,03         | 2,76         | 2,42         | 2,71         | 6,78         |
| <b>Épargne brute *</b>                             | <b>48,15</b> | <b>50,97</b> | <b>57,93</b> | <b>66,13</b> | <b>55,70</b> | <b>62,39</b> | <b>91,44</b> | <b>87,86</b> |
| Produit des cessions                               | 1,37         | 1,61         | 5,66         | 7,82         | 6,37         | 5,35         | 5,87         | 9,47         |
| <b>Épargne brute hors<br/>produit des cessions</b> | <b>46,78</b> | <b>49,37</b> | <b>52,28</b> | <b>58,31</b> | <b>49,33</b> | <b>57,04</b> | <b>85,56</b> | <b>78,39</b> |

\* Y compris produit des cessions

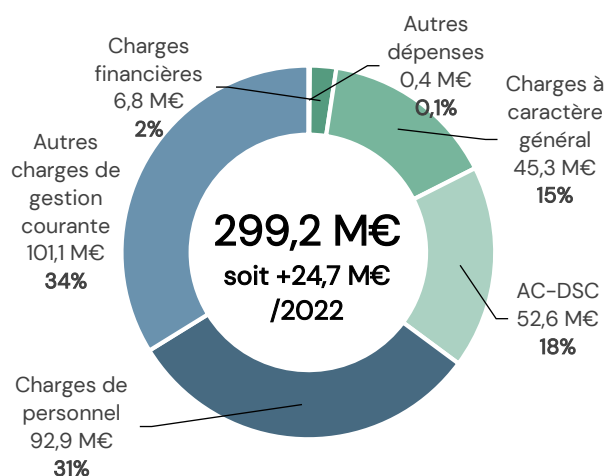
Le niveau d'épargne reste élevé au regard de celui constaté de 2016 à 2021. Comme en 2022, cette situation s'explique notamment par la réduction de la participation du budget principal au budget annexe des transports (33 M€ en 2023, 35 M€ en 2022 contre 56,6 M€ en 2021) du fait de la fin du cycle d'investissement lié à la ligne b et de l'octroi en 2023 d'une aide exceptionnelle de l'Etat aux Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) au titre des mobilités décarbonées.



### III. Analyse de la section de fonctionnement

#### A. Dépenses de fonctionnement par chapitre

| En M€                              | CA<br>2022   | CFU<br>2023  | Evol.       |
|------------------------------------|--------------|--------------|-------------|
| <b>Dépenses</b>                    | <b>274,4</b> | <b>299,2</b> | <b>9,0%</b> |
| Autres charges de gestion courante | 88,3         | 101,1        | 14,5%       |
| Charges de personnel               | 88,3         | 92,9         | 5,3%        |
| Reversements communes AC-DSC       | 52,7         | 52,6         | -0,1%       |
| Charges à caractère général        | 42,0         | 45,3         | 7,9%        |
| Charges financières                | 2,7          | 6,8          | 150,8%      |
| Provisions et dépréciations        | 0,3          | 0,2          | -31,0%      |
| Frais de fonct. groupes d'élus     | 0,2          | 0,2          | 1,3%        |
| Charges spécifiques                | 0,0          | 0,1          | 561,7%      |



Le maintien de l'inflation à un niveau élevé a un impact sur la plupart des postes de dépense de Rennes Métropole. La hausse des dépenses de fonctionnement (+24,7 M€, soit + 9%) se répartit entre le poste « Autres charges de gestion courante » (+12,8 M€), les dépenses de personnel (+4,7 M€) intégrant les mesures de revalorisation nationales, les charges financières (+4,1 M€) dont le montant est multipliée par 2,5 par rapport à 2022 sous l'effet de la progression rapide des taux d'intérêt, et enfin les charges à caractère général qui progressent de 3,3 M€, soit +7,9 %.

##### 1. Autres charges de gestion courante (Ch.65)

| En M€  | CA<br>2022   | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023   | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution     |
|--|--------------|----------------------------|---------------|----------------------|---------------|
| <b>Autres charges de gestion courante</b>      | <b>88,33</b> | <b>101,87</b>              | <b>101,12</b> | <b>99,3%</b>         | <b>12,8</b>   |
| <i>Hors participation aux budgets annexes</i>  | <i>52,53</i> |                            | <i>60,92</i>  |                      | <i>16,0%</i>  |
| <b>Participation aux budgets annexes</b>       | <b>35,80</b> |                            | <b>40,20</b>  |                      | <b>12,3%</b>  |
| <i>Transports urbains</i>                      | 35,00        |                            | 33,00         |                      | -2,0          |
| <i>Centre des congrès</i>                      | 0,80         |                            | 1,60          |                      | 0,8           |
| <i>Élimination et valorisation des déchets</i> | 0,00         |                            | 5,60          |                      | 5,6           |
| <b>Subvention aux tiers*</b>                   | <b>26,38</b> |                            | <b>29,75</b>  |                      | <b>12,8%</b>  |
| <b>Contributions obligatoires</b>              | <b>23,18</b> |                            | <b>25,11</b>  |                      | <b>8,3%</b>   |
| SDIS 35  | 21,69        |                            | 22,66         |                      | 4,5%          |
| Autres   | 1,49         |                            | 2,45          |                      | 64,3%         |
| <b>Indemnités élu.es</b>                       | <b>1,25</b>  |                            | <b>1,29</b>   |                      | <b>3,2%</b>   |
| <b>Autres charges</b>                          | <b>1,72</b>  |                            | <b>4,78</b>   |                      | <b>177,6%</b> |
| Contentieux                                    | 0,08         |                            | 2,76          |                      | 3548,2%       |
| Redevances DSP*                                | 1,37         |                            | 1,62          |                      | 17,9%         |
| Autres   | 0,27         |                            | 0,40          |                      | 47,8%         |

\*reclassement de l'immobilier d'entreprise classé en subvention en 2022 et en autres charges en 2023

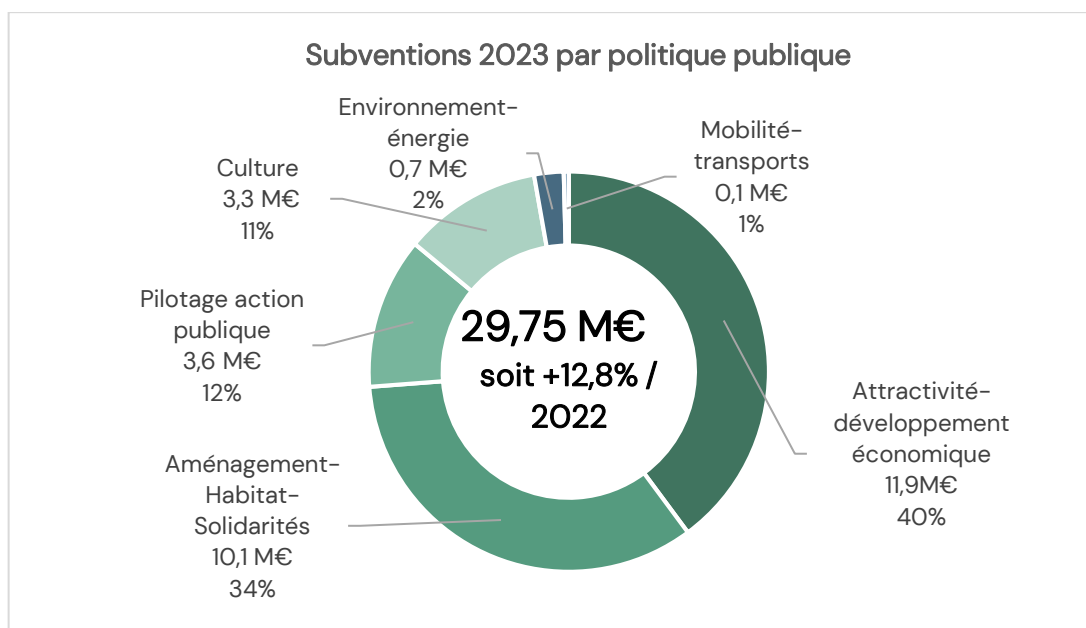
L'évolution significative des dépenses sur le chapitre 65 (+12,8 M€ par rapport à 2022) s'explique principalement par :

##### L'évolution des participations aux budgets annexes (+4,4 M€)

- La subvention au budget annexe du Centre des Congrès de 1,6 M€ a été augmentée de 0,8 M€ au regard de l'évolution des charges d'exploitation de l'équipement dans un contexte d'inflation ;
- Une participation exceptionnelle de 5,6 M€ a été versée au budget annexe Déchets afin de financer les surcoûts engendrés par la prolongation des détournements de déchets du fait du retard de livraison de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de Villejean ;
- Ces hausses sont pour partie compensées par l'ajustement de la subvention au budget annexe Transports à 33 M€ (-2 M€ par rapport au BP 2023) suite à la perception d'une aide exceptionnelle attribuée aux Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) au titre des mobilités décarbonées.

**La progression des autres dépenses à hauteur de +8,4 M€, soit +16% :**

- La contribution annuelle au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), qui est indexée sur l'inflation, a progressé de +1 M€ en 2023, soit + 4,5% ;
- L'accompagnement des objectifs de la politique de GEMAPI menée par l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) d'Ille-et-Vilaine se traduit par une augmentation de 854 K€ de la contribution de Rennes Métropole qui atteint 1,7 M€ en 2023 ;
- Les subventions versées aux tiers progressent de +12,8% par rapport à l'année 2022. Cette hausse s'explique notamment par le retour à un niveau d'activité en année pleine du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (1,6 M€ en 2023 contre 0,4 M€ en 2022), le renouvellement de la convention de financement portant sur le Fonds Social Européen ayant retardé l'an dernier le versement aux partenaires d'une grande partie des aides, et la mise en œuvre du programme hospitalité (+1,4 M€) ;



- Les autres évolutions recouvrent principalement :
  - Le versement d'une indemnité exceptionnelle de 2,76 M€ à la copropriété du parking W1 (quartier Colombier) suite au jugement qui clos un contentieux relatif à des problèmes techniques en lien avec la dalle publique

surplombant le parking (condamnation de la Ville de Rennes mais indemnité due par Rennes Métropole du fait du transfert de la compétence Voirie) ;

- L'impact de l'inflation (+200 K€) sur la redevance due au délégataire dans le cadre de la DSP relative à la gestion de l'immobilier d'entreprise confiée à Citédia.

## 2. Dépenses de personnel (Ch.012)

| En M€                       | CA<br>2022   | Budgété<br>2023 | CA<br>2023   | Taux<br>exécution<br>2023 | Évolution<br>CA22/CA23 |              |
|-----------------------------|--------------|-----------------|--------------|---------------------------|------------------------|--------------|
| <b>Charges de personnel</b> | <b>88,27</b> | <b>92,95</b>    | <b>92,94</b> | <b>99,9%</b>              | <b>4,67</b>            | <b>5,29%</b> |
| Masse salariale             | 83,88        | 87,85           | 87,85        | 100,0%                    | 3,97                   | 4,73%        |
| Autres dépenses du 012      | 3,96         | 4,65            | 4,64         | 99,8%                     | 0,69                   | 17,42%       |
| Mutualisation               | 0,43         | 0,45            | 0,45         | 100,0%                    | 0,02                   | +4,65%       |

### IMPACT DES MESURES NATIONALES

Au niveau de la masse salariale (95 % des dépenses globales de personnel en 2023), l'impact des mesures nationales en 2023 se décompose de la manière suivante :

- Une hausse de +0,5 M€ liée à la revalorisation de 1,5 %, de la valeur du point d'indice au 1er juillet 2023 et l'effet report de l'augmentation du 1er juillet 2022 à hauteur de 1,22 M€ ;
- Une hausse de +0,06 M€ suite à la revalorisation des grilles indiciaires, applicable au 1er juillet 2023 ;
- Une hausse de +0,06 M€ liée aux augmentations successives du SMIC et de l'indice plancher (1<sup>er</sup> janvier 2023 et 1<sup>er</sup> mai 2023) ;
- La fin de la prime inflation en 2023, cette enveloppe s'élevait en 2022 à -0,112 M€.

### IMPACT DU GVT ET DES MESURES LOCALES

**Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT)**, qui prend compte les évolutions mécaniques de rémunérations rattachées à l'ancienneté et à l'expérience, a eu un impact de 1,04 M€ en 2023.

**Trente créations de postes ont été actées** pour l'année 2023 (dont 3 correspondant à la pérennisation de contrats existants et 5 par redéploiement/suppression d'autres postes), afin de répondre aux enjeux d'adaptation du service public et d'optimisation de l'organisation. Le coût de ces créations ainsi que l'effet report des créations 2022, a eu un impact de + 1,5 M€. Par ailleurs, 13 postes créés dans le cadre du Plan de relance 2020 ont été prorogés.

Le nombre de postes budgétaires de la Métropole est ainsi passé de 1 797 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à 1 827 au 31 décembre 2023 avec un pourcentage moyen d'emploi permanent non pourvu de 7% sur l'année. En Équivalent Temps Plein Rémunéré, le nombre d'emplois pourvus est passé de 1 885,77 en janvier 2023 à 1 924,83 sur la même période, tous statuts confondus.

L'enveloppe budgétaire pour des **recours à des contrats temporaires** a été diminué de 0,23 M€.

La Métropole amplifie sa politique en faveur de l'insertion professionnelle (+0,14 M€), en particulier concernant l'accueil des apprentis et de stagiaires étudiants rémunérés.

Enfin, les retenues pour carences (en cas d'arrêt pour maladie) s'élèvent en 2023 (1<sup>ère</sup> année pleine d'application) à 0,13 M€ contre 0,05 M€ en 2022. Les retenues pour absence de service fait s'élèvent à 0,18 M€ contre 0,08 M€ en 2022.

### DÉPENSES HORS MASSE SALARIALE

L'augmentation de la valeur faciale des tickets restaurant d'un euro à compter d'octobre 2022, couplée à l'augmentation des effectifs, se traduit par une augmentation significative du nombre d'agents bénéficiaires et donc une hausse de ce poste de dépense de 40 K€.

Les allocations de retour à l'emploi sont en baisse (-83,6 K€) ;

L'augmentation de 50% à 75% du taux de participation de l'employeur aux frais de transport des salariés au 1er octobre 2022 et le passage du remboursement à un mois de décalage au lieu de 2 entraînent une augmentation de 87,8 K€ sur ce poste de dépense ;

Les 3 capitaux décès versés en 2023 ont représenté un montant de 0,11 M€.

Les prestations et les aides fournies aux agents restent stables par rapport à 2022.

Au titre de la mutualisation, la Métropole a versé à la Ville un montant de 450 K€ soit une progression de 18 K€ par rapport à 2022, en cohérence avec l'évolution de la masse salariale.

### 3. Charges à caractère général (ch.011)

| En M€                       | CA<br>2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution |      |
|-----------------------------|------------|----------------------------|-------------|----------------------|-----------|------|
| Charges à caractère général | 41,96      | 51,39                      | 45,27       | 88,1%                | 3,3       | 7,9% |

Fortement impactées par la reprise de l'inflation, les charges à caractère général affichent une hausse de +3,3 M€, soit +7,9%, principalement imputable à :

- L'évolution des prix sur les marchés de maintenance et d'entretien (+523 K€ soit +7,7 %) avec des hausses significatives sur les périmètres des Champs Libres (+112 K€), de la voirie (+140 K€), du numérique (+53 K€) et du parc d'engins et de véhicules (+145 K€) ;
- La hausse des prix de l'énergie (+ 213 K€, soit +2,6%) dont + 385 K€ (+8,3%) pour l'électricité, hausse atténuée par la baisse du poste carburants (-142 K€) sous l'effet conjugué de la baisse des prix et du développement du parc électrique ;
- Le remboursement au budget annexe Assainissement des dépenses de traitement des eaux pluviales (+1,4 M€ soit +54,2 %). L'évolution de ce flux réglementaire s'explique par l'évolution des dépenses consacrées à cette mission sur le périmètre du budget annexe (Cf. ci-après) ;
- L'exposition des œuvres de la collection Pinault au couvent des jacobins programmée une année sur deux dans le cadre d'Exporama (+1 M€ par rapport à 2022).

| Principaux postes de dépenses | CA 2022 | CFU<br>2023 | Évolution |
|-------------------------------|---------|-------------|-----------|
|-------------------------------|---------|-------------|-----------|

|   |      |      |       |       |
|---|------|------|-------|-------|
| Fluides                                     | 8,24 | 8,46 | 0,21  | 2,6%  |
| Entretien et maintenance                    | 6,79 | 7,31 | 0,52  | 7,7%  |
| Fournitures et petit équipement             | 4,40 | 4,36 | -0,04 | -0,8% |
| Annonces-réceptions-catalogues-imprimés     | 3,50 | 4,26 | 0,76  | 21,7% |
| Remboursements aux budgets annexes-communes | 2,79 | 4,18 | 1,39  | 49,7% |
| Honoraires-indemnités-frais d'actes         | 3,21 | 3,55 | 0,34  | 10,5% |
| Contrats de prestations de services         | 2,06 | 2,25 | 0,19  | 9,0%  |
| Taxes foncières                             | 1,63 | 1,74 | 0,10  | 6,3%  |
| Autres frais divers                         | 1,67 | 1,56 | -0,11 | -6,5% |
| Frais gardiennage et nettoyage              | 1,49 | 1,56 | 0,07  | 5,0%  |

#### 4. Reversements aux communes AC-DSC (ch.014)

| En M€                           | CA<br>2022   | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023  | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution    |              |
|---------------------------------|--------------|----------------------------|--------------|----------------------|--------------|--------------|
| <b>Atténuations de produits</b> | <b>52,70</b> | <b>52,99</b>               | <b>52,63</b> | <b>99,3%</b>         | <b>-0,07</b> | <b>-0.1%</b> |
| Dont AC-DSC                     | 52,37        | 52,42                      | 52,37        | 99,6%                | 0,0          | 0,0%         |
| Autres                          | 0,33         | 0,57                       | 0,26         | 45,8%                | -0,07        | -22,0%       |

En 2023, les reversements de produits s'élèvent à 52,63 M€. Ces reversements se composent essentiellement de la dotation de solidarité communautaire (DSC) et des attributions de compensation (AC) :

- Le montant des attributions de compensation versées en 2023 n'a pas évolué par rapport à 2022 (17,55 M€) ;
- La DSC 2023 versée aux communes est stable par rapport à 2022. Elle a été augmentée de 2,6 M€ en 2022 pour atteindre 34,8 M€ suite à la refonte du dispositif et la mise en place de nouveaux critères d'attribution.

Les atténuations de produits portent pour 247 K€ sur le reversement au Conseil Départemental de la part de taxe de séjour collectée lui revenant.

#### 5. Charges financières (ch.66)

| En M€               | CA<br>2022 | Budgété<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution |        |
|---------------------|------------|-----------------|-------------|----------------------|-----------|--------|
| Charges financières | 2,71       | 7,35            | 6,79        | 92,3%                | 4,1       | 150,8% |

Les charges financières, essentiellement composées des intérêts de la dette, progressent significativement (+151%) du fait de l'augmentation de l'encours de dette (395,5 M€ fin 2023 contre 369,6 M€ fin 2022) et du taux moyen de la dette (2,4% au lieu de 1,4%).

#### 6. Dotations aux provisions-charges, charges spécifiques et frais de fonctionnement des élu.es (Ch. 6586-67-68)

| En M€ | CA 2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution |  |
|-------|---------|----------------------------|-------------|----------------------|-----------|--|
|-------|---------|----------------------------|-------------|----------------------|-----------|--|

|  |      |      |             |        |       |        |
|--|------|------|-------------|--------|-------|--------|
| Dotations aux provisions et dépréciations  | 0,29 | 0,20 | <b>0,20</b> | 100,0% | -0,09 | -31,0% |
| Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 0,18 | 0,27 | <b>0,19</b> | 69,4%  | 0,00  | 1,3%   |
| Charges spécifiques                        | 0,01 | 0,18 | <b>0,05</b> | 28,0%  | 0,04  | 561,7% |

Les dotations aux provisions de l'année 2023 recouvrent :

- 200 K€ dédiés à la constitution d'une provision destinée à couvrir la future dépense de déménagement des réserves muséales vers le nouvel équipement, estimée à 800 K€. Le montant de la provision est ainsi de 600 K€ fin 2023.



## B. Dépenses de fonctionnement par politique publique

Les dépenses de fonctionnement sur le périmètre des politiques publiques<sup>2</sup> s'élèvent à 79,6 M€ (+9,4 M€, soit +13,3% entre 2022 et 2023).

### Pilotage de l'action publique

| En M€                              | CA   | CFU  | Évolution |       |
|------------------------------------|------|------|-----------|-------|
|                                    | 2022 | 2023 |           |       |
|                                    | 23,0 | 26,3 | 3,4       | 14,6% |
| Charges à caractère général        | 17,8 | 18,4 | 0,6       | 3,1%  |
| Autres charges de gestion courante | 5,2  | 8,0  | 2,8       | 54,4% |

- **Communication** : seconde édition de l'évènement "Nos futurs" aux Champs Libres en partenariat avec le journal Le Monde (194 K€) ;
- **Participation citoyenne** : développement de la plateforme numérique de concertation des habitants et organisation du printemps citoyen ;
- **Données territoriales** : déploiement du projet RUDI (+253 K€) avec l'organisation d'un temps fort au Couvent des jacobins en février 2023 et la mise en ligne en mai 2023, après 3 années de développement, de Rudi v1.0, plateforme de gestion et de partage des données territoriales ;
- **Moyens de l'administration\* (+3 M€)** : contentieux (+2,8 M€ pour l'indemnité parking W1), hausse des taxes foncières (+103 K€), des contrats d'assurance (+130 K€), développement de la marque employeur (+34 K€).

\* Logistique, informatique, ressources humaines, gestion patrimoine bâti, assurance et taxe

### Mobilité et Transports

| En M€                              | CA   | CFU  | Évolution |       |
|------------------------------------|------|------|-----------|-------|
|                                    | 2022 | 2023 |           |       |
|                                    | 10,2 | 10,4 | 0,2       | 1,9%  |
| Charges à caractère général        | 10,0 | 10,2 | 0,2       | 1,6%  |
| Autres charges de gestion courante | 0,1  | 0,1  | 0,0       | 28,4% |

- **Définir la stratégie et offrir des services de mobilité** :
  - o Conseils en mobilité : soutien à l'évènement "Let's go" sur la logistique urbaine (9 K€) ;
  - o Concertation citoyenne sur la modélisation des Zones à Faibles Émissions (ZFE) et animation de la charte logistique urbaine durable (+42 K€).
- **Exploiter et entretenir le patrimoine de voirie** : hausse du coût de l'électricité pour l'éclairage public (+403 K€) compensé par une maîtrise des dépenses de maintenance et de fournitures voirie (-266 K€).

<sup>2</sup> Hors dépenses de personnel, participations et remboursements aux budgets annexes et contribution annuelle au SDIS



## Attractivité et développement économique

| En M€                              | CA   | CFU  | Évolution |       |
|------------------------------------|------|------|-----------|-------|
|                                    | 2022 | 2023 |           |       |
|                                    | 13,2 | 15,3 | 2,1       | 16,2% |
| Autres charges de gestion courante | 11,3 | 13,5 | 2,3       | 20,3% |
| Charges à caractère général        | 1,9  | 1,8  | -0,1      | -7,0% |

- **Développement et attractivité touristique** : évolution de la subvention à Destination Rennes au titre de la gestion de l'office du tourisme (+362 K€), du bureau des congrès (+183 K€) et du volet promotion et prospection économique (+78 K€), actant le retour à une pleine activité dans un contexte de reprise de l'inflation. La subvention totale 2023 à Destination Rennes s'élève à 5,4 M€ ;
- **Soutien aux filières économiques** : poursuite du chantier Alimentation durable (+103 K€), développement du projet Pôle d'excellence industrielle (+57 K€), soutien à l'écosystème santé (+31 K€) et au développement économique des quartiers prioritaires de la ville ;
- **Recherche innovation** : soutien au projet de fablab industriel ExcelCar (+64K€) ;
- **Soutien à l'emploi et à l'insertion** : +64 K€ avec notamment un soutien renforcé aux points d'accueil emploi et à divers acteurs ;
- **Plan Local d'Insertion par L'Emploi – PLIE** : le renouvellement en cours d'année de la convention de financement au titre du Fonds Social Européen (FSE) pour la période 2022-2025 a décalé sa mise œuvre en 2023 et donc le versement des subventions aux acteurs de l'insertion (baisse de 516 K€ en 2022 et hausse de 1,247 M€ en 2023).

## Culture

| En M€                              | CA   | CFU  | Évolution |       |
|------------------------------------|------|------|-----------|-------|
|                                    | 2022 | 2023 |           |       |
|                                    | 9,4  | 10,4 | 1,1       | 11,3% |
| Charges à caractère général        | 6,0  | 7,0  | 1,0       | 17,5% |
| Autres charges de gestion courante | 3,4  | 3,4  | 0,0       | 0,4%  |

- **Exposition d'art contemporain EXPORAMA** : édition 2024 accueillant les œuvres de la fondation Pinault au couvent des Jacobins (+1 M€). L'exposition des œuvres de cette collection a lieu tous les 2 ans.
- **Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire** : refonte du parcours permanent du Musée de Bretagne, accueil de nombreuses expositions aux Champs Libres dont Anima Ex Musica, PRISM, festival jardins d'hiver.

## Aménagement, Habitat et Solidarités

| En M€                              | CA   | CFU  | Évolution |       |
|------------------------------------|------|------|-----------|-------|
|                                    | 2022 | 2023 |           |       |
|                                    | 12,0 | 13,4 | 1,5       | 12,3% |
| Autres charges de gestion courante | 9,3  | 10,7 | 1,4       | 14,8% |
| Charges à caractère général        | 2,6  | 2,7  | 0,1       | 3,5%  |

- **Habitat et accès au logement pour tous :**
  - Mise en œuvre de la démarche "Sans foncier fixe" dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt-AMI Logement impulsé par l'État (+109 K€) ;
  - Programme hospitalité visant à loger les publics fragilisés : +1,4 M€ dont +587 K€ de subvention au CCAS rennais, +268 K€ à ALFADI et + 222 K€ à d'autres acteurs (SEA35, Foyer Saint-Benoit Labre ...) ;
  - Gestion des aires d'accueil des gens du voyage : +108 K€ (prestations de gestion et d'entretien).
- **Politique de la ville et cohésion sociale :**
  - Jeunesse : +369 K€ dont +154 K€ pour la prévention spécialisée et +173 K€ pour le chantier jeunesse répondant aux besoins en matière de santé, d'insertion socio-professionnelle, d'alimentation et d'accès au logement ;
  - Cohésion sociale : stratégie métropolitaine des solidarités (+148 K€), ouverture de la Maison des Femmes (+90K€), dotation supplémentaire au dispositif Sortir ! (+138 K€) au regard de l'augmentation des usages.

## Environnement et transition énergétique

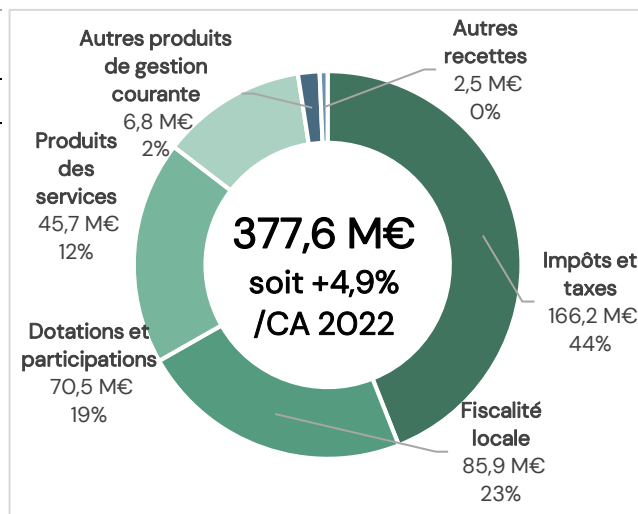
| En M€                              | CA   | CFU  | Évolution |       |
|------------------------------------|------|------|-----------|-------|
|                                    | 2022 | 2023 |           |       |
|                                    | 2,6  | 3,7  | 1,1       | 43,7% |
| Autres charges de gestion courante | 1,5  | 2,4  | 0,9       | 58,8% |
| Charges à caractère général        | 1,1  | 1,3  | 0,2       | 21,8% |

- **Transition énergétique et qualité environnementale :**
  - Accompagnement de la rénovation thermique des copropriétés (+215 K€) ;
  - Plan climat air énergie territoriale PCAET (+105 K€) : évaluation environnementale, révision de la trajectoire, mobilisation des acteurs ;
  - Etudes pour le développement des énergies renouvelables.
- **GEMAPI :** montée en puissance des actions menées par l'EPTB (+880 K€).

## C. Recettes de fonctionnement

| En M€                               | CA<br>2022   | CFU<br>2023  | Evol.       |
|-------------------------------------|--------------|--------------|-------------|
| <b>Recettes de fonctionnement*</b>  | <b>360,0</b> | <b>377,6</b> | <b>4,9%</b> |
| Impôts et taxes                     | 114,3        | 166,2        | 45,4%       |
| Fiscalité locale                    | 121,5        | 85,9         | -29,3%      |
| Dotations et participations         | 68,9         | 70,5         | 2,4%        |
| Produits des services               | 43,6         | 45,7         | 4,8%        |
| Autres produits de gestion courante | 8,3          | 6,8          | -18,4%      |
| Atténuations de charges             | 1,8          | 2,0          | 9,1%        |
| Reprises sur provisions             | 1,0          | 0,4          | -63,4%      |
| Produits spécifiques*               | 0,1          | 0,1          | -23,1%      |
| Produits financiers                 | 0,5          | 0,0          | -99,3%      |

\*hors produits de cession (5,9 M€ en 2022 et 9,5 M€ en 2023)



Les recettes liées aux impôts et taxes constituent la majorité des ressources de fonctionnement. La part de la fiscalité locale est en forte baisse (de 34% à 23% des recettes totales) malgré une dynamique de +14,2% (hors CVAE 2022) au profit des recettes fiscales transférées.

Cette évolution est le résultat d'un mouvement long de réduction de l'autonomie fiscale des collectivités territoriales au gré des suppressions d'impôts locaux décidées par l'Etat (Taxe d'habitation, CVAE en 2023). La part désormais prépondérante de la TVA dans les recettes des intercommunalités se traduit par ailleurs par une forte sensibilité à la conjoncture économique. Ainsi en 2023, le ralentissement des recettes de TVA au niveau national, observé en fin d'année, a eu un impact direct sur les recettes de la métropole : la fraction compensatrice de TVA (41% des recettes) a évolué moins fortement que l'inflation (+1,8%) pour la part se substituant à la taxe d'habitation.

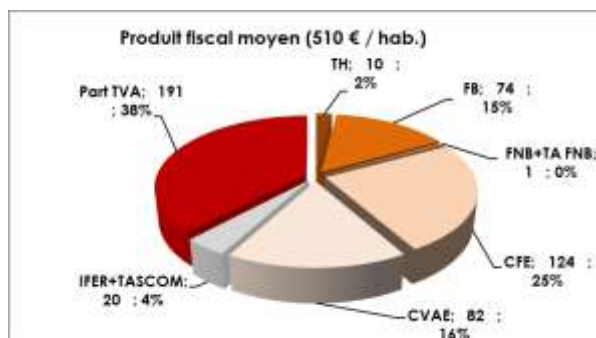
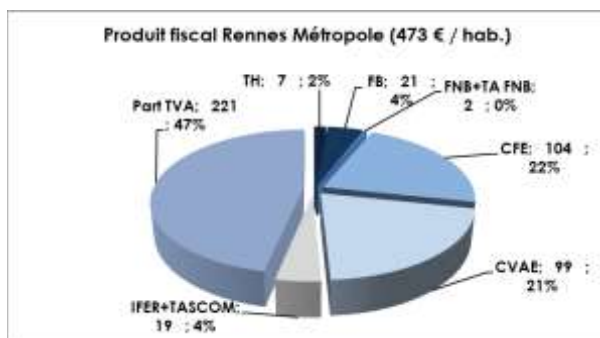
### 1. Fiscalité, impôts et taxes (Ch. 73 -731)

Les produits de la fiscalité locale et des impôts et taxes s'élèvent à 252,1 M€ en 2023, soit une hausse de 6,9% par rapport au CA 2022. Ils représentent 67% des recettes réelles de fonctionnement dont seulement 21% pour la fiscalité locale.

| en M€                   | CA<br>2022    | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023   | Taux exé.<br>2023 | Évolution     |               |
|-------------------------|---------------|----------------------------|---------------|-------------------|---------------|---------------|
| <b>Fiscalité locale</b> | <b>121,46</b> | <b>79,81</b>               | <b>85,91</b>  | <b>107,6%</b>     | <b>-35,55</b> | <b>-29,3%</b> |
| TH et taxes foncières   | 14,18         | 15,22                      | 18,18         | 119,5%            | 4,00          | 28,2%         |
| CFE                     | 49,55         | 51,48                      | 52,55         | 102,1%            | 3,00          | 6,1%          |
| CVAE                    | 46,22         | -                          | -             |                   | -46,22        | -100,0%       |
| TASCOM                  | 6,82          | 6,72                       | 8,14          | 121,1%            | 1,32          | 19,3%         |
| IFER                    | 2,05          | 2,13                       | 2,25          | 105,6%            | 0,21          | 10,0%         |
| GEMAPI                  | -             | 2,06                       | 2,06          | 100,0%            | 2,06          | -             |
| Taxe de séjour          | 2,63          | 2,20                       | 2,72          | 123,8%            | 0,09          | 3,6%          |
| <b>Impôts et taxes</b>  | <b>114,25</b> | <b>169,74</b>              | <b>166,18</b> | <b>97,9%</b>      | <b>51,93</b>  | <b>45,4%</b>  |
| TVA-TH                  | 102,97        | 107,27                     | 104,83        | 97,7%             | 1,86          | 1,8%          |
| TVA-CVAE                | -             | 51,25                      | 50,12         | 97,8%             | 50,12         | -             |
| FNGIR                   | 4,15          | 4,15                       | 4,15          | 100,0%            | -             | 0,0%          |
| FPIC                    | 5,87          | 5,81                       | 5,81          | 100,0%            | 0,06          | -1,0%         |
| AC                      | 1,27          | 1,27                       | 1,27          | 100,0%            | -             | 0,0%          |
| <b>Total</b>            | <b>235,71</b> | <b>249,55</b>              | <b>252,09</b> | <b>101,0%</b>     | <b>16,37</b>  | <b>6,9%</b>   |

Par rapport à 2022, le produit de fiscalité locale est en baisse de -29,3% tandis que celui des impôts et taxes est en hausse de +45,4%. Ces variations sont imputables, pour l'essentiel, à la suppression progressive de la CVAE. En effet, depuis 2023, Rennes Métropole ne perçoit plus cette taxe qui a été compensée par l'attribution d'une fraction de TVA nationale (TVA-CVAE). Les modalités retenues pour calculer cette compensation ont toutefois entraîné une perte structurelle de recettes de 2,17 M€ pour la Métropole.

Par ailleurs, la taxe Gemapi a été mise en place en 2023 pour un montant de 2 M€.



En comparaison avec les données 2022 des autres métropoles (les données 2023 n'étant pas disponibles), le produit fiscal total par habitant (impôts ménages et économiques) s'est élevé à 473 € à Rennes Métropole contre 510 € en moyenne. Il se répartit entre impôts ménages (TH et Taxes Foncières) pour 6% et impôts économiques

(CFE, CVAE, TASCOM, TVA et IFER) pour 94% contre respectivement 17% et 83% en moyenne dans les métropoles françaises.

### FISCALITE MENAGES

**Les recettes liées à la fiscalité atteignent 18,2 M€ en 2023, soit +28,2% par rapport à 2022.** Cette évolution résulte principalement de la revalorisation forfaitaire des bases (+7,1% pour les locaux d'habitation) mais aussi de l'augmentation du nombre de locaux (croissance physique) et de la prise en compte des rôles supplémentaires (0,1 M€ en 2023 contre 0,2 M€ en 2022).

Par ailleurs, la campagne de déclaration des biens immobiliers mise en œuvre par l'Etat en 2023 s'est traduite par un doublement du produit de THRS 2023 par rapport à 2022. Si cette campagne a permis la régularisation de nombreuses situations sur les résidences secondaires, elle a toutefois généré l'émission d'un certain nombre d'avis d'imposition sur la base d'informations erronées. Ces erreurs feront vraisemblablement l'objet de dégrèvements et corrections en 2024.

|  | Revalorisation des bases  | Évolution physique des bases | Produit <sup>3</sup> |
|--|---|------------------------------|----------------------|
| Taxes foncières                                  | 7,1% pour les locaux d'habitation et +1,1% pour les locaux professionnels | + 1,7%                       | 11,37 M€             |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires |   | + 88,0%                      | 6,75 M€              |

### FISCALITE ECONOMIQUE

- **Le produit total de la fiscalité économique, hors prise en compte de la TVA (CFE, TASCOM et IFER), s'est élevé à 62,95 M€ en 2023** contre 104,65 M€ en 2022, soit une baisse de 41,7 M€ correspondant pour partie à la suppression de la CVAE. On constate par ailleurs, une hausse de la TASCOM de +1,3 M€ (+19,3%) et de la CFE de +3 M€ (+6,1%).

#### Focus CFE

**42 298 établissements ont acquitté la CFE en 2023** : 74% d'entre eux ont été imposés à la base minimum mais n'ont apporté que 19% du produit perçu par Rennes Métropole. A l'inverse, 26% ont été imposés au-delà et ont contribué à 81% du produit. Le taux de CFE de la métropole est inférieur à la moyenne nationale (28,73% contre 31,25%).

<sup>3</sup> Hors rôles supplémentaires

- **La TVA encaissée en 2023 est plus faible qu'attendu** au stade de la notification par les services de l'État du produit prévisionnel. L'écart s'explique par la révision à la baisse de la prévision de TVA à l'automne 2023 : +5,1% estimé en Loi de finances pour 2023, prévision revue à +3,7% dans le projet de loi de finances pour 2024.

## 2. Dotations et participations (Ch.74)

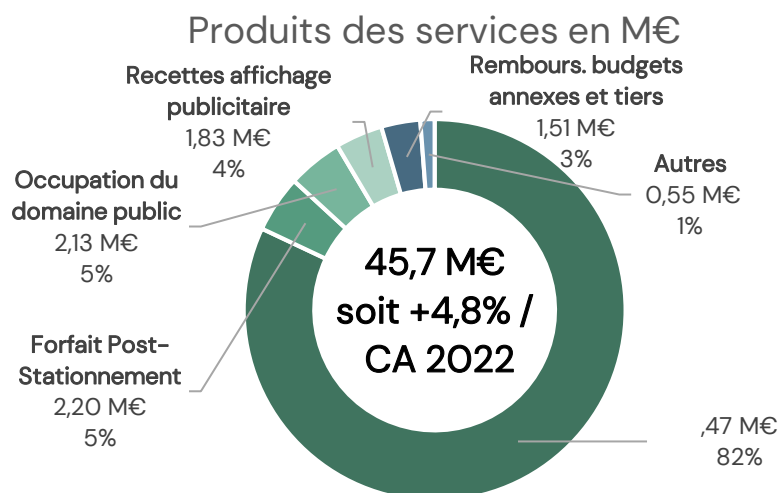
| <i>En M€</i>                       | CA<br>2022   | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023  | Taux exé;<br>2023 | Évolution  |             |
|------------------------------------|--------------|----------------------------|--------------|-------------------|------------|-------------|
| <b>Dotations et participations</b> | <b>68,88</b> | <b>69,83</b>               | <b>70,53</b> | <b>101,0%</b>     | <b>1,6</b> | <b>2,4%</b> |
| DGF                                | 43,32        |                            | 43,30        |                   | 0,0        | 0,0%        |
| D.C.R.T.P.                         | 2,54         |                            | 2,54         |                   | 0,0        | 0,0%        |
| Compensations fiscales             | 9,47         |                            | 10,02        |                   | 0,6        | 5,8%        |
| Comp. transferts Département       | 8,24         |                            | 8,24         |                   | 0,0        | 0,0%        |
| Participations et FCTVA            | 5,31         |                            | 6,42         |                   | 1,1        | 20,8%       |

**Les dotations et participations (ch. 74) s'élèvent à 70,5 M€, soit 19 % des ressources de fonctionnement de Rennes Métropole en 2023 :**

- **La DGF est en légère baisse** du fait de l'écèlement de la dotation de compensation ;
- **Les compensations fiscales sont en hausse de 0,5 M€ ;**
- **Les participations versées par les partenaires de Rennes Métropole (Union Européenne, État, Région, Département) sont en hausse de 1,1 M€ et recouvrent principalement :**
  - Le Fond Social Européen au titre du Plan Local d'Insertion et d'Emploi (PLIE) pour un total de 2,1 M€ (+604 K€ par rapport à 2022, année de renouvellement de la convention) ;
  - Les participations de l'État (2,7 M€) recouvrent des financements accordés au titre :
    - De la politique de l'habitat : 522 K€ pour le Fonds d'urgence Logement, 800 K€ pour le dispositif AMI "Logement d'abord" et 245 K€ pour le programme d'intérêt général PIG Maisons individuelles qui vise à accélérer la rénovation thermique et renforcer la lutte contre la précarité énergétique ;
    - De la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'appui à l'accès à l'emploi (454 K€ en 2023) ;
    - De postes dans le cadre de la convention de renouvellement urbain, de la Cité de l'emploi et d'autres dispositifs cofinancés (509 K€ en 2023 contre 824 K€ en 2022) ;
  - La participation de la Région (562 K€) au financement du dispositif Écotravo (179 K€ en 2023 en baisse de 540 K€) et à Exporama (300 K€ en 2023).

### 3. Produits des services (Ch.70)

| En M€                 | CA<br>2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux exé.<br>2023 | Évolution |      |
|-----------------------|------------|----------------------------|-------------|-------------------|-----------|------|
| Produits des services | 43,62      | 44,63                      | 45,69       | 102,4%            | 2,1       | 4,8% |



Les remboursements par la Ville de Rennes des dépenses mutualisées représentent la plus grosse part des produits des services et du domaine pour un montant de 37,5 M€, soit +2,3% par rapport à 2022. Hors dépenses de personnel (33,4 M€), les dépenses mutualisées concernent principalement le parc d'engins et véhicules (2 M€), la gestion informatique et la téléphonie (1,4 M€), les approvisionnements et autres dépenses (0,7 M€).

Les produits liés au forfait post-stationnement atteignent 2,2 M€ en 2023, soit +33 % par rapport à 2022 (+ 549 M€).

### 4. Produits de gestion courante (Ch.75)

| En M€                               | CA<br>2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux exé.<br>2023 | Évolution |        |
|-------------------------------------|------------|----------------------------|-------------|-------------------|-----------|--------|
| Autres produits de gestion courante | 8,30       | 6,51                       | 6,77        | 104,1%            | -1,5      | -18,4% |

Les autres produits de gestion courante concernent principalement les redevances aux fermiers et concessionnaires, les frais de gestion du programme d'action foncière et diverses indemnités (assurance, contentieux...). L'évolution de ces recettes (-1,5 M€ par rapport à 2022) s'explique notamment par :



- La perception en 2022 d'une recette exceptionnelle de boni de liquidation de l'association des propriétaires du parking Isly –W2 de 2,3 M€ ;
- La baisse de la redevance du concessionnaire Citédia qui gère les parkings en ouvrage de 4,9 M€ en 2022 à 4,5 M€ en 2023. La redevance comprend une part fixe de 4 M€ et une part variable de 0,5 M€, en baisse par rapport à 2022 ;
- Le versement d'une redevance forfaitaire et libératoire lié à un bail emphytéotique conclu avec Archipel Habitat de 674 K€.

## 5. Autres chapitres (Ch. 76-77-013-78)

| En M€                   | CA<br>2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux exé.<br>2023 | Évolution |        |
|-------------------------|------------|----------------------------|-------------|-------------------|-----------|--------|
| Atténuations de charges | 1,84       | 1,68                       | 2,01        | 119,5%            | 0,2       | 9,1%   |
| Reprises sur provisions | 1,00       | 0,37                       | 0,37        | 100,0%            | -0,6      | -63,4% |
| Produits spécifiques    | 0,14       | 0,04                       | 0,11        | 315,0%            | 0,0       | -23,1% |
| Produits financiers     | 0,51       | 0,00                       | 0,00        | 124,0%            | -0,5      | -99,3% |

- **Les atténuations de charges (+167 K€)** intègrent principalement pour 1,8 M€ des remboursements de charges de personnel (indemnités journalières de sécurité sociale et participation des agents à la restauration – chèques déjeuner et cantine administrative) ;
- **La reprise sur provisions 2023** intègre la variation à la baisse pour 366 K€ de la provision pour couverture des créances impayées qui se chiffre à 249 K€ fin 2023.



## IV. Analyse de section d'investissement

### A. Dépenses d'investissement

| En M€                                    | CA<br>2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux exé.<br>2023 | Évolution |       |
|--|------------|----------------------------|-------------|-------------------|-----------|-------|
| Dépenses d'investissement (hors emprunt) | 151,1      | 203,6                      | 160,7       | 78,9%             | 9,7       | 6,4%  |
| Dépenses d'équipement                    | 144,6      | 187,6                      | 151,4       | 80,7%             | 6,8       | 4,7%  |
| Immobilisations financières              | 3,5        | 9,1                        | 5,8         | 63,5%             | 2,3       | 64,8% |
| Autres dépenses d'investissement         | 2,0        | 2,5                        | 2,0         | 80,4%             | 0,0       | -2,0% |
| Opérations sous mandat                   | 0,9        | 4,4                        | 1,5         | 35,3%             | 0,7       | 73,6% |
| Remboursement d'emprunt                  | 33,5       | 38,6                       | 36,5        | 94,6%             | 3,0       | 9,1%  |
| Total                                    | 184,5      | 242,2                      | 197,2       | 81,4%             | 12,7      | 6,9%  |

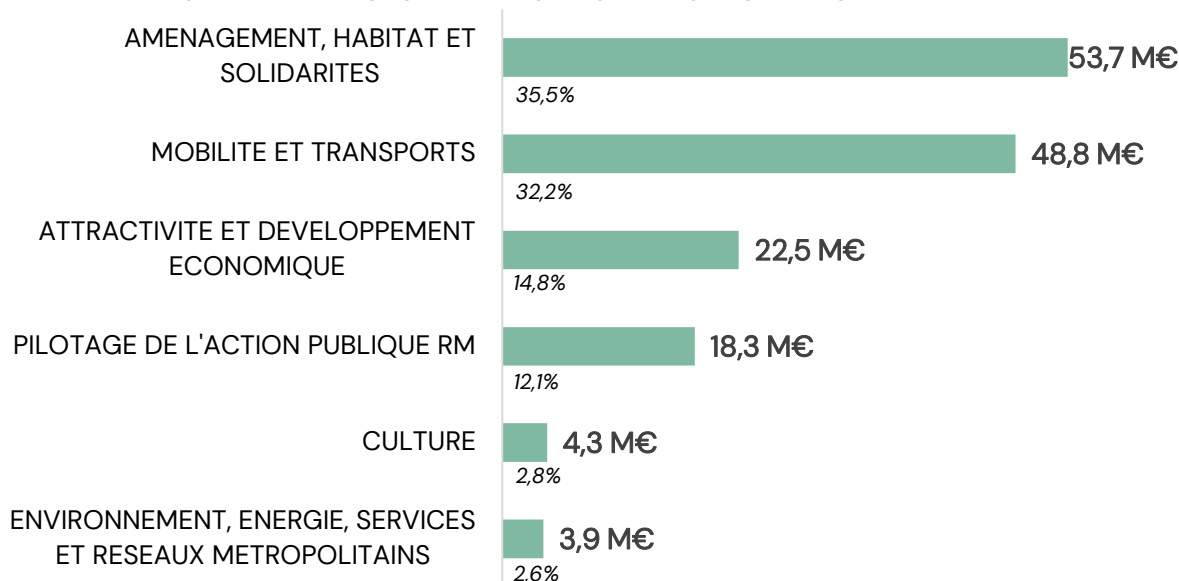
Les dépenses d'investissement s'élèvent à 197,2 M€ en 2023, soit +6,9% par rapport à 2022 :

- Les dépenses d'équipement, qui représentent la part la plus importante des dépenses d'investissement, s'élèvent à 151,4 M€. Ces dépenses, en augmentation de 6,8 M€ (+4,7%) par rapport à l'an dernier, sont détaillées par politique publique dans la suite du rapport ;
- Les immobilisations financières (5,8 M€ en 2023) concernent les travaux de suppression des passages à niveau proche de la gare de Betton (1,6 M€), du boulevard Marbeuf à Rennes (1,1 M€) et Maison blanche à Saint Grégoire (0,6 M€). Les autres immobilisations correspondent aux participations versées pour la réalisation d'équipements publics, notamment de voirie (2 M€ en 2023), au sein des zones d'aménagement. Le montant varie fortement d'une année à l'autre en fonction de l'avancement des projets ;
- Les autres dépenses d'investissement incluent des corrections comptables (1 M€), les reversements de taxe d'aménagement (0,2 M€ en 2023) ainsi que la nouvelle tranche de souscription d'actions de l'Agence France Locale (0,5 M€) ;
- Les opérations sous mandat (1,5 M€ en 2023) correspondent à des travaux réalisés par Rennes Métropole au nom et pour le compte des communes et sont intégralement remboursées par ces dernières.

## Dépenses d'équipement par politiques publiques (en M€)

|   | CA<br>2022   | CFU<br>2023  | Évolution   |
|---|--------------|--------------|-------------|
| <b>AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES</b>                            | <b>60,6</b>  | <b>53,7</b>  | <b>-6,9</b> |
| Habitat et accès au logement pour tous                                | 40,8         | 37,2         | -3,6        |
| Aménagement   | 19,0         | 16,4         | -2,5        |
| Politique de la ville et cohésion sociale                             | 0,8          | 0,0          | -0,8        |
| <b>MOBILITE ET TRANSPORTS</b>   | <b>47,5</b>  | <b>48,8</b>  | <b>1,2</b>  |
| Exploiter et entretenir le patrimoine de voirie                       | 20,7         | 17,4         | -3,3        |
| Adapter le domaine de voirie aux objectifs des politiques de mobilité | 10,8         | 15,5         | 4,7         |
| Aménagement-requalification espaces publics de voirie secteurs        | 15,2         | 15,2         | -0,1        |
| Définir la stratégie et offrir des services de mobilité               | 0,7          | 0,6          | -0,1        |
| <b>ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>                       | <b>15,0</b>  | <b>22,5</b>  | <b>7,5</b>  |
| Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises                        | 2,3          | 11,6         | 9,3         |
| Innovation productive, recherche et enseignement supérieur            | 9,0          | 10,6         | 1,6         |
| Soutien à l'emploi, à l'insertion et à la formation professionnelle   | 0,3          | 0,2          | -0,1        |
| Accessibilité du territoire   | 1,2          | 0,0          | -1,2        |
| Aménagement et usages numériques                                      | 0,0          | 0,0          | 0,0         |
| Développement et attractivité touristiques                            | 2,2          | 0,0          | -2,2        |
| <b>PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE</b>                                  | <b>15,3</b>  | <b>18,3</b>  | <b>3,0</b>  |
| Gestion et développement du système d'information                     | 6,8          | 7,1          | 0,3         |
| Animation de l'intercommunalité, proximité et appui aux communes      | 3,6          | 5,1          | 1,5         |
| Gestion et développement du système des données territoriales         | 3,0          | 3,1          | 0,1         |
| Logistique  | 1,4          | 2,4          | 0,9         |
| Stratégie et gestion immobilière                                      | 0,4          | 0,5          | 0,0         |
| Communication   | 0,1          | 0,1          | 0,1         |
| Ressources humaines   | 0,1          | 0,1          | 0,0         |
| Stratégie et gestion financière                                       | 0,0          | 0,0          | 0,0         |
| Participation citoyenne   | 0,0          | 0,0          | 0,0         |
| Prospective, pol. temporelles, coopérations et appui aux communes     | 0,0          | 0,0          | 0,0         |
| <b>CULTURE</b>  | <b>3,1</b>   | <b>4,3</b>   | <b>1,2</b>  |
| Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire             | 2,0          | 2,9          | 0,9         |
| Patrimoine  | 1,0          | 1,3          | 0,3         |
| Soutien aux projets culturels et artistiques                          | 0,1          | 0,1          | 0,0         |
| <b>ENVIRONNEMENT, ENERGIE, SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS</b>     | <b>3,1</b>   | <b>3,9</b>   | <b>0,8</b>  |
| Energie et réseaux de chaleur   | 2,3          | 2,9          | 0,5         |
| Qualité environnementale, gestion et prévention des risques           | 0,7          | 1,0          | 0,2         |
| Gestion durable des déchets et économie circulaire                    | 0,0          | 0,1          | 0,1         |
| <b>Total général</b>  | <b>144,6</b> | <b>151,4</b> | <b>6,8</b>  |

## Dépenses d'équipement par politique publique (en M€)



### AMÉNAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITÉS

Les investissements s'élèvent à **53,7 M€ en 2023**. La consommation des enveloppes dédiées aux **aides à l'habitat et à l'accès au logement** est en baisse passant de 40,8 M€ à 37,2 M€ du fait des acquisitions immobilières exceptionnelles réalisées en 2022 afin de loger des ménages démunis. En 2023, les investissements se répartissent entre :

- Les aides à la construction et à la réhabilitation de logements sociaux : 24,8 M€ ;
- Le financement de logements en accession aidée : 4,6 M€ ;
- Les aides à la pierre dont la gestion a été déléguée par l'État à la Métropole : 4,4 M€ ;
- L'action Sans Foncier Fixe (acquisition d'habitat modulaire) : 1,7 M€.

Les crédits alloués aux **grandes opérations d'aménagement (16,4 M€)** intègrent :

- Les acquisitions réalisées dans le cadre du programme d'action foncière (8 M€) et de constitution de réserves foncières (3,3 M€) ;
- Des participations d'équilibre de 2,5 M€ à Territoires & développement pour l'aménagement de la ZAC de La Courrouze et de 0,2 M€ à Territoires publics pour la ZAC de La Janais ;
- Des avances aux mandataires pour la réalisation d'études dans le cadre de l'aménagement de la Zone d'Activité Nord - Coteaux de l'Ille (0,3 M€) et du pôle d'excellence industriel de la Janais (0,4 M€) ;
- Une subvention de 0,4 M€ à Territoires & développement pour le financement de l'opération "Les Halles en commun".

## MOBILITÉ ET TRANSPORTS

**Les dépenses d'équipement réalisées en 2023 atteignent 48,8 M€.** Elles progressent légèrement par rapport à 2022 et sont essentiellement composées des investissements voirie, lesquels sont structurés en trois enveloppes :

- L'enveloppe A correspond aux travaux courants de voirie et d'éclairage public : 14,6 M€ en 2023 ;
- L'enveloppe B correspond aux travaux définis en lien avec les communes dans le cadre des comités de secteur : 15 M€ en 2023 incluant notamment les PUP de Kerloges (1,7 M€) et du Haut Grippé (0,9 M€), les travaux de voirie de la ZAC Blosne Est (1,4 M€) et de requalification du centre bourg de Pacé (1,4 M€) ainsi que les travaux de la rue de la libération à Mordelles (0,9 M€) ;
- L'enveloppe C correspond aux travaux structurants pilotés par la Métropole : 15,3 M€ en 2023, incluant principalement le développement des réseaux express vélos (6,3 M€ dont 2,8 M€ pour la liaison Rennes-Cesson, 0,8 M€ pour Rennes-Pacé et 0,7 M€ pour Rennes-Noyal) ainsi que les travaux de suppression du passage à niveau du boulevard Marbeuf à Rennes (1,7 M€), les travaux d'accessibilité du secteur Alphasys Edonia à Saint Grégoire et la création de l'axe prioritaire bus de la Porte de Tizé (1,3 M€).

Hors enveloppes voirie, les dépenses de Mobilité et Transports recouvrent les travaux sur les parkings (0,7 M€), l'acquisition du parking Hôtel-Dieu pour 0,5 M€ ainsi que les premières études pour la création des lignes de Trambus (0,2 M€).

## PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE

**Les dépenses progressent de près de 3 M€ en 2023, à 18,3 M€.** Les principales interventions en 2023 concernent :

- Les investissements informatiques pour 7 M€ (+0,3 M€ par rapport à 2022) ;
- Les Fonds de concours en soutien à l'investissement communal pour 5,1 M€ (+1,5 M€ par rapport à 2022) ;
- La gestion des données territoriales (système d'information géographique) pour 3,1 M€ ;
- Les acquisitions et remplacement de véhicules et engins pour 1,8 M€ (+0,8 M€ par rapport à 2022).

## ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**Les dépenses d'équipement sur ces politiques publiques progressent fortement (+7,5 M€) en 2023 pour s'élever à 22,5 M€.** Dans le détail, les crédits dédiés à cette politique portent sur :

- L'innovation productive, la recherche et l'enseignement supérieur (10,6 M€) dont :

- 3,5 M€ versés dans le cadre du CPER d'aide à la rénovation immobilière ;
  - 1,8 M€ versés pour l'acquisition d'équipements scientifiques ;
  - 1,6 M€ de subventions à l'Université de Rennes 2 pour la rénovation énergétique de la bibliothèque universitaire de Villejean ;
  - 0,7 M€ versés à l'IRT B<>com pour la réalisation de projets de recherche et de développement.
- Le soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises (11,6 M€ contre 2,3 M€ en 2023) avec des investissements importants en 2023 dont l'acquisition du bâtiment Cyberplace à Cesson-Sévigné (5,6 M€) et les aménagements qui y ont été réalisés (1 M€) ;
- Les travaux de réhabilitation du bâtiment 78 de la Janais : 2,5 M€.

## ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE, SERVICES ET RÉSEAUX MÉTROPOLITAINS

**Les dépenses d'équipement sur ces politiques s'élèvent à 3,9 M€ en 2023** et incluent notamment :

- L'accompagnement à la réhabilitation thermique des copropriétés du parc privé pour 2 M€ et de l'habitat individuel pour 0,7 M€ ;
- Les travaux réalisés dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie pour 0,7 M€.

## CULTURE

**Les dépenses d'équipement s'élèvent à 4,3 M€** dont 2,9 fléchés vers les principaux équipements :

- Construction des réserves muséales (0,7 M€) ;
- Les Champs Libres (1,2 M€) avec la suite du chantier de reconfiguration de l'accueil des publics, la revue de l'écosystème Web et des travaux de modernisation du bâtiment qui se traduiront par des économies d'énergie ;
- La bibliothèque des Champs Libres (0,2 M€) avec la rénovation du mobilier et l'acquisition de fonds anciens de patrimoine écrit pour 114 K€ ;
- Le Musée de Bretagne (0,6 M€ dont 383 K€ de restauration photographique).

## B. Recettes d'investissement

|   | CA<br>2022  | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023  | Taux exé.<br>2022 | Évolution   |              |
|---|-------------|----------------------------|--------------|-------------------|-------------|--------------|
| <b>Recettes d'investissement (hors emprunt)</b> | <b>34,8</b> | <b>58,6</b>                | <b>49,5</b>  | <b>84,5%</b>      | <b>14,7</b> | <b>42,1%</b> |
| Subventions d'investissement                    | 12,3        | 26,6                       | 22,2         | 83,3%             | 9,9         | 80,8%        |
| FCTVA   | 8,6         | 11,4                       | 9,6          | 83,8%             | 0,9         | 10,8%        |
| Taxe d'aménagement                              | 7,4         | 9,2                        | 10,2         | 110,3%            | 2,8         | 37,6%        |
| Amendes de police                               | 2,5         | 2,7                        | 2,7          | 100,0%            | 0,2         | 9,3%         |
| Immobilisations financières                     | 1,0         | 2,7                        | 2,5          | 92,5%             | 1,5         | 159,4%       |
| Autres recettes d'investissement                | 1,5         | 2,6                        | 1,4          | 53,1%             | -0,2        | -11,5%       |
| Opérations sous mandat                          | 1,5         | 3,3                        | 1,0          | 29,1%             | -0,6        | -36,6%       |
| <b>Emprunt</b>                                  | <b>60,0</b> | <b>108,9</b>               | <b>62,4</b>  | <b>57,3%</b>      | <b>2,4</b>  | <b>4,0%</b>  |
| <b>Total</b>                                    | <b>94,8</b> | <b>167,4</b>               | <b>111,8</b> | <b>66,8%</b>      | <b>17,0</b> | <b>18,0%</b> |

Les recettes d'investissement s'élèvent à 49,5 M€ hors emprunt en 2023. Elles augmentent fortement par rapport à l'année 2022 (+14,7 M€), en lien avec l'évolution de plusieurs postes :

- **Le FCTVA s'établit à 9,6 M€ en 2022 contre 8,6 M€ l'année précédente.** Le FCTVA constaté en 2022 ne portait toutefois que sur une période de 10 mois (les deux derniers mois ayant été constatés en restes à réaliser) alors que le FCTVA 2023 porte sur une année complète ;
- **Les recettes de taxe d'aménagement sont de 10,2 M€,** en hausse de 2,8 M€ par rapport à 2022 du fait, là encore, d'un décalage dans la comptabilisation de ces recettes ;
- **Les subventions d'équipement s'élèvent à 22,2 M€.** Elles progressent de 9,9 M€ par rapport à 2022 et incluent notamment :
  - Le remboursement par la Ville de Rennes des dépenses informatiques mutualisées (4,7 M€) ;
  - La participation de la ville de Rennes à la construction du parking Hôtel Dieu (2,4 M€) ;
  - Les participations pour la réalisation d'équipements publics dans le cadre des projets urbains partenariaux du secteur des Loges à Chantepie (1,9 M€) et du lotissement Le Haut Grippé à Cesson-Sévigné (1,1 M€) ;
  - La participation du budget Transports aux travaux de création d'axes prioritaires pour les bus : 1,8 M€ ;
  - Une subvention du FEDER pour le projet d'interface de données RUDI : 1,2 M€ ;
  - Le Fonds Mobilités Actives au titre du réseau express vélo : 0,8 M€.

→ Les **immobilisations financières (2,5 M€)** incluent notamment, en 2023, le remboursement d'une avance de trésorerie de 1,3 M€ par Territoires Publics pour l'aménagement de la ZAC de Bourgbarré.

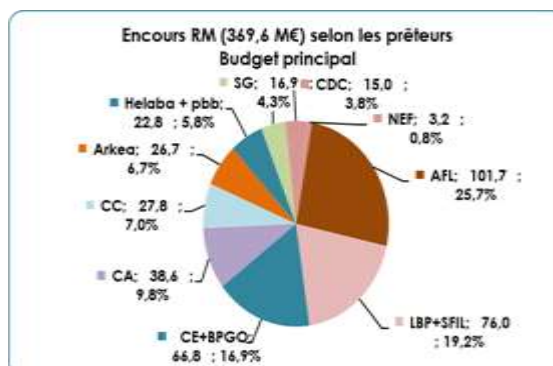
→ Enfin, le **produit des amendes de police s'élève à 2,7 M€ en 2023.**

## C. La dette

Pour couvrir les besoins de financement effectifs de l'année 2023, **cinq emprunts ont été mobilisés pour un montant total de 62,4 M€** :

- 23 M€ auprès de l'Agence France Locale sur 15 ans au taux fixe de 3,83% ;
- 10 M€ auprès du Crédit Coopératif sur 15 ans au taux du Livret A + 0,65% ;
- 10 M€ auprès de la Banque Populaire Grand Ouest sur 15 ans au taux variable Euribor 6 mois + 0,67% ;
- 10 M€ auprès de la Banque Postale sur 15 ans au taux Euribor 3 mois + 0,74% ;
- 9,4 M€ auprès de la Banque des Territoires sur 13 ans au taux fixe de 2 % (financement Intracting pour l'Éclairage Public).

Au 31 décembre 2023, le stock de dette du budget principal s'élève à 395,5 M€. La capacité de désendettement passe de 4,3 années (2022) à 5 années.





# Budgets annexes

## I. Budget annexe Transports urbains

| (en M€)*                            | CA<br>2022   | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023  | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution   |              |
|-------------------------------------|--------------|----------------------------|--------------|----------------------|-------------|--------------|
| <b>DÉPENSES</b>                     | <b>169,3</b> | <b>194,2</b>               | <b>190,6</b> | <b>98,2%</b>         | <b>21,3</b> | <b>12,6%</b> |
| Charges à caractère général         | 158,3        | 182,6                      | 180,6        | 98,9%                | 22,3        | 14,1%        |
| Atténuations de produits            | 0,0          | 0,3                        | 0,0          | 4,5%                 | 0,0         | -45,2%       |
| Autres charges de gestion courante  | 4,5          | 3,5                        | 2,6          | 74,0%                | -1,9        | -43,0%       |
| Charges financières                 | 6,5          | 7,6                        | 7,3          | 95,4%                | 0,8         | 11,9%        |
| Charges exceptionnelles             | 0,0          | 0,0                        | 0,0          | 7,3%                 | 0,0         |              |
| Dotations aux provisions            | 0,0          | 0,2                        | 0,2          | 100,0%               | 0,2         |              |
| <b>RECETTES</b>                     | <b>213,0</b> | <b>224,9</b>               | <b>235,9</b> | <b>104,9%</b>        | <b>22,8</b> | <b>10,7%</b> |
| Produits des services               | 42,1         | 49,8                       | 50,8         | 102,0%               | 8,7         | 20,6%        |
| Impôts et taxes                     | 129,8        | 134,4                      | 141,9        | 105,6%               | 12,1        | 9,3%         |
| Dotations et participations         | 38,1         | 37,3                       | 38,8         | 103,8%               | 0,7         | 1,8%         |
| Autres produits de gestion courante | 0,6          | 2,4                        | 2,4          | 99,4%                | 1,7         | 275,1%       |
| Produits financiers                 | 0,0          | 0,0                        | 0,0          |                      | 0,0         |              |
| Produits exceptionnels              | 2,4          | 1,0                        | 2,0          | 196,5%               | -0,4        | -15,9%       |

\*Hors réintégrations d'avances

### 1. Dépenses d'exploitation

**Les dépenses d'exploitation augmentent de +21,3 M€ en 2023 pour s'établir à 190,6 M€.**

Près de 95% des dépenses de fonctionnement concernent le forfait de charges d'exploitation versé à Keolis dans le cadre de la concession de service public dont elle est titulaire. Il s'élève à 175,7 M€ en 2023, en hausse de 20,3 M€. L'évolution du forfait s'analyse de la façon suivante :

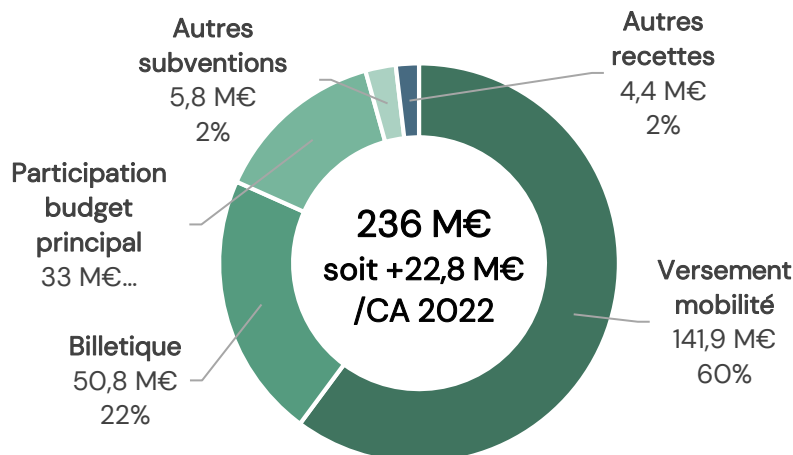
- Indexation du contrat : + 17 M€ dont + 12 M€ au titre de l'index prévisionnel 2023, auxquels s'ajoutent 5 M€ de régularisation de l'indexation 2022 (application des index définitifs 2022) ;
- Évolution de l'offre : + 3 M€ pour la mise en service de la ligne b mais aussi l'évolution de l'offre bus.

Les autres évolutions correspondent à :

- Une diminution des charges de gestion courante (-1,9 M€) composées principalement des participations du budget Transports au budget principal au titre du remboursement des travaux d'aménagement de voirie des axes prioritaires bus (2,1 M€ en 2023 contre 4,1 M€ en 2022) ;
- Une hausse de +0,8 M€ des charges financières de la dette.



## 2. Recettes d'exploitation



Les recettes d'exploitation sont en hausse de 22,8 M€ par rapport à 2022. Cette évolution s'explique par :

- La hausse de + 12,1 M€ (+9,3%) du versement mobilité, qui s'élève à 141,9 M€ en 2023 et représente 60 % des recettes d'exploitation. Cette évolution est à mettre en lien avec la dynamique de l'assiette (croissance de l'emploi et des salaires) ;
- L'augmentation des recettes tarifaires de transport de voyageurs de 8,7 M€, soit +20,6 %, intégrant une année de service de la ligne b et la hausse tarifaire au 1<sup>er</sup> juillet du ticket à l'unité dont le prix est désormais de 1,7 €. Ces recettes atteignent un montant de 42,1 M€, volume en cohérence avec celui contractuellement annoncé. Le niveau de fréquentation pour l'année 2023 est de 103,2 millions de voyages contre 88,9 en 2022 et 68,2 millions en 2021 (+51% en 2 années).

## B. Section d'investissement

| (en M€)                            | CA 2022     | Crédits ouverts 2023 | CFU 2023    | Taux exé. 2023 | Évolution    |               |
|------------------------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------|--------------|---------------|
| <b>DÉPENSES</b>                    | <b>95,2</b> | <b>87,9</b>          | <b>65,3</b> | <b>74,2%</b>   | <b>-29,9</b> | <b>-31,4%</b> |
| Dépenses d'équipement              | 81,6        | 71,9                 | 49,3        | 68,5%          | -32,3        | -39,6%        |
| Autres immobilisations financières | 0,0         | 0,0                  | 0,0         | 0,0%           | 0,0          | -100,0%       |
| Remboursements d'emprunts          | 13,6        | 16,0                 | 16,0        | 99,8%          | 2,4          | 17,6%         |
| <b>RECETTES</b>                    | <b>68,8</b> | <b>2,3</b>           | <b>4,8</b>  | <b>206,7%</b>  | <b>-64,0</b> | <b>-93,0%</b> |
| Subventions d'investissement       | 7,1         | 2,3                  | 4,8         | 205,7%         | -2,4         | -33,1%        |
| Autres recettes d'investissement   | 6,7         | 0,0                  | 0,0         |                | -6,7         | -99,6%        |
| Emprunts                           | 55,0        | 0,0                  | 0,0         |                | -55,0        | -100,0%       |

Hors résultats antérieurs et réintégrations liées au mandats de construction de la ligne b et d'augmentation de la capacité ligne a

**Les dépenses d'investissement 2023 s'élèvent à 65,3 M€ en baisse de 31,4% par rapport à 2022** du fait notamment de l'achèvement du chantier de la ligne b.

Les dépenses d'équipement sont gérées de manière pluriannuelle en autorisations de programme et crédits de paiement.

| En M€  | AP<br>voté   | AP<br>affecté | AP<br>engagé | AP<br>réalisé | CA<br>2023  |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|-------------|
| <b>AP de projets</b>                             | <b>505,3</b> | <b>505,3</b>  | <b>409,4</b> | <b>290,5</b>  | <b>31,0</b> |
| Construire la ligne b du métro*                  | 288,4        | 288,4         | 261,3        | 213,1         | 4,3         |
| Augmenter la capacité de la ligne A – Phase 2    | 118,9        | 118,9         | 58,1         | 42,3          | 10,2        |
| Acquisitions de bus électriques (tranche 1)      | 61,6         | 61,6          | 54,8         | 28,2          | 15,6        |
| Dépôt de bus Baud Chardonnet                     | 36,4         | 36,4          | 35,2         | 6,9           | 0,9         |
| <b>AP millésimées</b>                            | <b>147,4</b> | <b>130,0</b>  | <b>109,4</b> | <b>72,4</b>   | <b>18,3</b> |
| Développer le patrimoine mobilier et immobilier  | 70,7         | 55,5          | 50,3         | 38,6          | 9,4         |
| Mobilité et systèmes d'information communication | 38,7         | 38,3          | 34,9         | 14,9          | 4,2         |
| Parc et matériels roulants                       | 19,4         | 18,7          | 7,9          | 6,3           | 1,7         |
| Gérer les obsolescences de la ligne A            | 17,2         | 16,0          | 14,9         | 11,4          | 2,9         |
| Aménager des voiries en faveur des bus           | 0,9          | 0,9           | 0,7          | 0,6           | 0,0         |
| Mettre en œuvre la délégation STAR/HANDISTAR     | 0,6          | 0,6           | 0,6          | 0,6           | 0,0         |
| Développer le système d'information              | 0,0          | 0,0           | 0,0          | 0,0           | 0,0         |
| <b>Total</b>                                     | <b>652,7</b> | <b>635,2</b>  | <b>518,9</b> | <b>362,8</b>  | <b>49,3</b> |

\*Coût d'opération restant à réaliser à la mise en place de la gestion des dépenses d'équipement en APCP au budget 2020

**Sur les 652,7 M€ d'autorisations de programmes votées, un montant de 635,2 M€ a été affecté à des projets identifiés** dont 518,9 M€ ont donné lieu à un engagement juridique de la collectivité. **Les dépenses réalisées en 2023 sur ces enveloppes s'élèvent à 49,3 M€.**

Les principales de dépenses d'équipement sont relatives :

- À l'achèvement de la construction de la ligne b du métro pour 4,3 M€ ;
- Au projet d'augmentation de capacité de la ligne a à horizon 2027/2028 dont le montant pluriannuel est de 118,9 M€. En 2023, les dépenses associées s'élèvent à 10,2 M€ dont la majorité pour des versements d'avance relatifs à l'acquisition de rames et à la réalisation d'études.
- Au programme d'acquisition de bus électriques sur la période 2020 à 2024 pour un montant global de 61,6 M€ dont 15,6 M€ en 2023. Les autres investissements en matière de véhicules (minibus HandiSTAR, véhicules de services, rénovations de bus...), acquisitions de bus et de matériels embarqués, restent portés par une enveloppe d'AP millésimée et s'élèvent en 2023 à 1,7 M€.

**Les recettes d'investissement s'établissent en 2023 à 4,8 M€** et concernent les soldes de subventions reçues notamment pour l'extension du PEM de la Poterie (3 M€).

## II. Budget annexe Élimination et valorisation des déchets

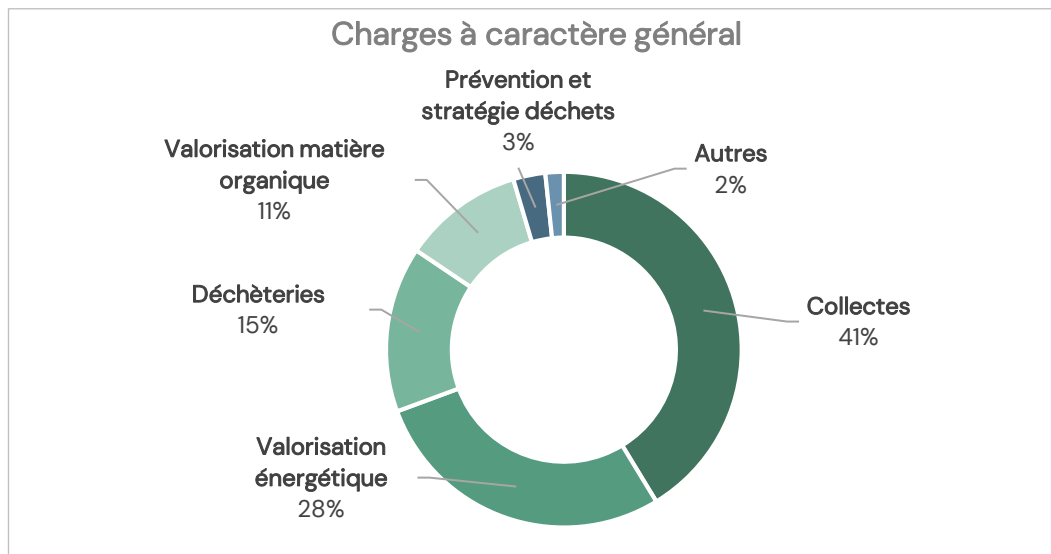
Le budget annexe Élimination et valorisation des déchets est marqué en 2023, comme en 2022, par les travaux de restructuration de l'usine de valorisation énergétique (UVE) située à Villejean à Rennes. La mise à l'arrêt du chantier, suite à des problèmes techniques liés à l'intervention d'une des entreprises du groupement, entraîne des surcoûts liés au détournement des déchets et à l'arrêt de la revente de chaleur.

### A. Section de fonctionnement

| (en M€)                             | CA<br>2022  | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution  |              |
|-------------------------------------|-------------|----------------------------|-------------|----------------------|------------|--------------|
| <b>DÉPENSES</b>                     | <b>55,7</b> | <b>67,6</b>                | <b>64,6</b> | <b>95,5%</b>         | <b>8,8</b> | <b>15,9%</b> |
| Charges à caractère général         | 52,2        | 60,8                       | 58,2        | 95,8%                | 6,0        | 11,5%        |
| Charges de personnel                | 2,9         | 3,7                        | 3,5         | 95,2%                | 0,6        | 21,4%        |
| Autres charges de gestion courante  | 0,1         | 0,2                        | 0,1         | 74,1%                | 0,0        | 14,8%        |
| Charges financières                 | 0,5         | 2,9                        | 2,7         | 91,1%                | 2,2        | /            |
| <b>RECETTES</b>                     | <b>58,9</b> | <b>65,2</b>                | <b>64,4</b> | <b>98,7%</b>         | <b>5,4</b> | <b>9,2%</b>  |
| Produits des services               | 8,1         | 5,9                        | 4,4         | 75,0%                | -3,6       | -45,0%       |
| Impôts et taxes                     | 44,8        | 48,1                       | 48,2        | 100,2%               | 3,4        | 7,6%         |
| Dotations et participations         | 5,3         | 10,9                       | 11,5        | 105,4%               | 6,1        | 114,7%       |
| Atténuations de charges             | 0,0         | 0,1                        | 0,1         | 110,1%               | 0,0        | 17,9%        |
| Autres produits de gestion courante | 0,7         | 0,2                        | 0,2         | 77,9%                | -0,5       | -76,4%       |

Les **dépenses de fonctionnement** sont en progression de 16% par rapport à l'exercice précédent (+8,8 M€). Cette hausse est principalement liée :

- **A la forte hausse des indices de prix sur les contrats de prestations de services (+6,2 M€, soit +12%)** qui recouvrent notamment les prestations de détournement des déchets pendant par la fermeture de l'UVE ;
- **Aux charges de personnel qui augmentent de 21 % (+0,6 M€)**, du fait de recrutements (postes liés aux nouveaux services en lien avec Territoire Déchets Connectés et la gestion des bio-déchets) et des évolutions de la masse salariale liées aux mesures nationales de revalorisation ;
- **Aux charges financières qui s'élèvent à 2,7 M€ (+2,2 M€)**, correspondant à la charge de la dette contractée pour financer les travaux de l'UVE.



Les **recettes de fonctionnement** progressent de 9% (+5,4 M€), avec notamment :

- **Une subvention du budget principal de 5,6 M€** afin d'assurer l'équilibre du budget annexe qui doit assumer les surcoûts engendrés par la prolongation des détournements de déchets liée au retard de livraison de l'UVE ;
- **Une augmentation du produit de la TEOM** (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) due à la revalorisation des bases fiscales (+3,4 M€), la TEOM représentant 69 % des recettes du budget annexe en 2023 ;
- **Une baisse des produits des services de 3,6 M€, soit -45%**, notamment du fait de la diminution de la valorisation matière (-2,4 M€) liée à la baisse des coûts de reprise et de l'arrêt de la vente de chaleur (-1,7 M€), pertes qui ne sont que très partiellement compensées par la hausse du produit des redevances des professionnels (+0,3 M€).

## B. Section d'investissement

| (en M€)                          | CA 2022     | Crédits ouverts 2023 | CFU 2023    | Taux exé. 2023 | Évolution    |               |
|----------------------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------|--------------|---------------|
| <b>DÉPENSES</b>                  | <b>72,7</b> | <b>50,3</b>          | <b>43,2</b> | <b>85,9%</b>   | <b>-29,5</b> | <b>-40,6%</b> |
| Dépenses d'équipement            | 72,6        | 50,2                 | 43,1        | 85,9%          | -29,5        | -40,6%        |
| Remboursements d'emprunts        | 0,1         | 0,1                  | 0,1         | 100,0%         | 0,0          | 0,0%          |
| <b>RECETTES</b>                  | <b>64,2</b> | <b>43,9</b>          | <b>45,4</b> | <b>103,4%</b>  | <b>-18,9</b> | <b>-29,3%</b> |
| Dotations                        | 6,1         | 11,6                 | 13,2        | 113,9%         | 7,1          | 116,9%        |
| Subventions d'investissement     | 0,2         | 0,0                  | 0,0         | 0,0%           | -0,2         | -100,0%       |
| Autres recettes d'investissement | 0,0         | 0,0                  | 0,2         |                | 0,2          | /             |
| Emprunts                         | 58,0        | 32,3                 | 32,0        | 99,1%          | -26,0        | -44,8%        |

Les dépenses d'équipement sont gérées en autorisations de programme (AP). **Sur les 192,9 M€ d'autorisations actives, 187,4 M€ sont affectés** à la réalisation de projets clairement identifiés et évalués. En particulier, l'ensemble des crédits nécessaires à la restructuration de l'UVE (réhabilitation des fours, traitement des fumées, optimisation énergétique...) est regroupé dans une AP projet d'un montant de 161,2 M€. Les dépenses réalisées en 2023 s'élèvent à 37,5 M€.

Les autres investissements (5,5 M€) ont été consommés au sein d'AP millésimées. Les 3 principales sont :

- **Le programme Collectes (3,7 M€ en 2023)** : 65 % des crédits concernent les bornes d'apport volontaire, dont la quantité est directement liée aux programmes d'aménagement urbain sur le territoire, et 34 % la fourniture de bacs individuels ;
- **Le programme Déchèteries (1,3 M€ en 2023)** qui recouvre l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des déchèteries du territoire ;
- **La prévention et la stratégie déchets (0,4 M€ en 2023)** qui recouvre l'ensemble des actions de communication et de changement de comportements, et notamment les actions en faveur du développement du compostage (93 % des dépenses de prévention en 2023).

| En M€                  | AP voté      | AP affecté   | AP engagé    | AP réalisé   | CFU 2023    |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| <b>AP de projets</b>   | <b>164,0</b> | <b>164,0</b> | <b>159,7</b> | <b>134,1</b> | <b>37,5</b> |
| Réhabilitation UVE     | 161,2        | 161,2        | 157,0        | 131,3        | 37,5        |
| Déchèterie St-Erblon   | 2,8          | 2,8          | 2,7          | 2,7          | 0,0         |
| <b>AP millésimées</b>  | <b>28,8</b>  | <b>23,4</b>  | <b>18,9</b>  | <b>16,2</b>  | <b>5,5</b>  |
| Collectes              | 18,9         | 13,8         | 12,5         | 10,9         | 3,7         |
| Déchèteries            | 7,0          | 6,9          | 4,0          | 3,6          | 1,3         |
| Prévention & stratégie | 1,8          | 1,6          | 1,5          | 1,0          | 0,4         |
| Autres                 | 1,1          | 1,1          | 0,9          | 0,7          | 0,4         |
| <b>Total</b>           | <b>192,9</b> | <b>187,4</b> | <b>178,7</b> | <b>150,3</b> | <b>43,1</b> |

**Les recettes d'investissement s'élèvent à 45,4 M€.** Elles proviennent de la mobilisation de l'emprunt pour financer les travaux de réhabilitation de l'UVE (32 M€), du fonds de compensation de la TVA (13,2 M€) et de révisions négatives sur marché (0,2 M€).

### III. Budget annexe Assainissement

La compétence assainissement est depuis le 1er janvier 2023 retracée dans un unique budget dénommé "Assainissement", quel que soit le mode de gestion retenu (concession ou régie).

#### A. Exploitation

| (en M€)                             | CA<br>2022   | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023  | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution   |              |
|-------------------------------------|--------------|----------------------------|--------------|----------------------|-------------|--------------|
| <b>DÉPENSES</b>                     | <b>22,64</b> | <b>34,05</b>               | <b>28,91</b> | <b>84,9%</b>         | <b>6,27</b> | <b>27,7%</b> |
| Charges à caractère général         | 13,59        | 23,39                      | 18,67        | 79,8%                | 5,08        | 37,4%        |
| Charges de personnel                | 7,26         | 8,28                       | 8,06         | 97,3%                | 0,80        | 11,0%        |
| Atténuations de produits            | 0,35         | 0,48                       | 0,40         | 82,7%                | 0,05        | 14,6%        |
| Autres charges de gestion courante  | 0,01         | 0,01                       | 0,00         | 33,8%                | -0,01       | -84,0%       |
| Charges financières                 | 1,16         | 1,75                       | 1,69         | 96,7%                | 0,54        | 46,2%        |
| Charges exceptionnelles             | 0,27         | 0,15                       | 0,09         | 60,6%                | -0,18       | -67,4%       |
| <b>RECETTES</b>                     | <b>29,34</b> | <b>30,57</b>               | <b>32,16</b> | <b>105,2%</b>        | <b>2,82</b> | <b>9,6%</b>  |
| Produits des services               | 27,96        | 30,36                      | 31,19        | 102,7%               | 3,23        | 11,5%        |
| Dotations et participations         | 0,23         | 0,01                       | 0,06         | 395,5%               | -0,17       | -75,9%       |
| Atténuations de charges             | 0,07         | 0,03                       | 0,08         | 280,9%               | 0,02        | 25,5%        |
| Autres produits de gestion courante | 0,09         | 0,10                       | 0,57         | 555,0%               | 0,47        | 498,9%       |
| Produits exceptionnels              | 0,58         | 0,05                       | 0,26         | 478,4%               | -0,32       | -55,5%       |
| Reprises sur provisions             | 0,40         | 0,00                       | 0,00         | 100,0%               | -0,40       | -99,0%       |

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à **28,9 M€** au CFU 2023, soit + 27,7 % par rapport à 2022. Cette évolution est notamment justifiée par :

- L'**exploitation en régie**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, de **nouvelles installations** (résiliation anticipée de 3 contrats de délégation de service confiés à Véolia : Le Rheu, Thorigné-Fouillard et l'ex SIA de Bécherel) ;
- La **fin du contrat d'exploitation des installations du Sud de la Métropole** qui couvrait les communes de Nouvoitou, Corps-Nuds, Saint Armel, Vern-sur-Seiche, Bourgbarré, St Erblon, Noyal-Chatillon sur Seiche, Orgères, Pont Péan, Chartres de Bretagne et Bruz ;
- La progression des **charges à caractère général** due au contexte inflationniste avec un impact fort sur les dépenses de fluides (+5,4 M€) et les produits de traitement (+0,5 M€). En parallèle, la sous-traitance diminue (-1,2 M€) du fait de l'arrêt de l'opération exceptionnelle de maintenance du digesteur de l'OVH (Oxydation par Voie Humide) du site de Beaurade ;
- La progression des **charges de personnel** qui s'élèvent à 8,1 M€, soit +11%, et qui représentent près de 28% des dépenses d'exploitation. L'évolution par rapport au CA 2022 est en grande partie liée à des créations de postes en lien avec

l'extension de la régie et la mise en œuvre du plan de renouvellement des réseaux (1,25 % de renouvellement par an à terme) ;

- La progression des **frais financiers** (+ 0,54 M€) en lien avec l'évolution de l'encours et la hausse des taux d'intérêts ;
- Les **atténuations de produits** (0,4 M€) qui concernent les dépenses liées à des politiques de solidarité locale à travers la tarification sociale assainissement (crédit eau pour les familles nombreuses, chèque eau).

**Les recettes d'exploitation, constituées à 97 % de produits des services, s'élèvent à 32,2 M€, soit +9,6 % par rapport à 2022 du fait de :**

- L'augmentation de +2,25 des recettes de redevances payées par les abonnés du service d'assainissement collectif qui s'établissent à 25,3 M€. Cette hausse est liée à la fin des contrats de délégation de service public et au transfert des recettes du délégataire vers Rennes Métropole ;
- Du remboursement du service de traitement des eaux pluviales par le budget principal de Rennes Métropole pour 3,9 M€ (en hausse de + 1,37 M€). Ce flux réglementaire recouvre les dépenses engagées par le budget annexe dans ce domaine.

## B. Section d'investissement

| (en M€)                               | CA<br>2022   | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023  | Taux<br>exé.<br>2023 | Évolution    |               |
|---------------------------------------|--------------|----------------------------|--------------|----------------------|--------------|---------------|
| <b>DÉPENSES</b>                       | <b>26,90</b> | <b>33,62</b>               | <b>22,44</b> | <b>66,7%</b>         | <b>-4,46</b> | <b>-16,6%</b> |
| Dépenses d'équipement                 | 16,14        | 27,45                      | 16,30        | 59,4%                | 0,15         | 1,0%          |
| Participations et créances rattachées | 0,09         | 0,09                       | 0,09         | 100,0%               | 0,00         | -0,1%         |
| Autres immobilisations financières    | 1,19         | 0,00                       | 0,00         |                      | -1,19        | -100,0%       |
| Dépenses diverses                     | 0,00         | 0,71                       | 0,71         | 100,0%               | 0,71         |               |
| Remboursements d'emprunts             | 9,47         | 5,37                       | 5,34         | 99,5%                | -4,13        | -43,6%        |
| <b>RECETTES</b>                       | <b>20,64</b> | <b>14,12</b>               | <b>12,18</b> | <b>86,3%</b>         | <b>-8,45</b> | <b>-41,0%</b> |
| Dotations                             | 1,69         | 2,42                       | 1,62         | 66,9%                | -0,08        | -4,4%         |
| Subventions d'investissement          | 0,80         | 2,14                       | 1,24         | 58,1%                | 0,44         | 55,5%         |
| Autres immobilisations financières    | 0,08         | 0,10                       | 0,12         | 123,5%               | 0,05         | 59,0%         |
| Autres recettes d'investissement      | 1,06         | 3,59                       | 3,39         | 94,5%                | 2,33         | 219,4%        |
| Emprunts                              | 17,00        | 5,86                       | 5,80         | 98,9%                | -11,20       | -65,9%        |

**Les dépenses d'investissement s'élèvent à 22,44 M€ en 2023.** Elles sont en diminution de 16,6% (-4,46 M€) du fait principalement du remboursement d'un emprunt in fine en 2022 pour 4,9 M€.



Le remboursement des emprunts s'élève donc à 5,3 M€ en 2023 (contre 9,5 M€ en 2022). Ce montant inclut le remboursement des avances consenties par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne. A contrario, au CFU 2023, est constatée une dépense (+0,7 M€) relative au reversement au budget principal d'une subvention attribuée par l'Agence de l'Eau au titre du traitement des eaux pluviales.

Les dépenses d'équipement (16,3 M€) sont gérées de manière pluriannuelle en autorisations de programme et crédits de paiement. Le détail des AP est le suivant :

| En M€  | AP<br>voté   | AP<br>affecté | AP<br>engagé | AP<br>réalisé | CFU<br>2023 |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|-------------|
| <b>AP de projets</b>                                     | <b>131,1</b> | <b>131,1</b>  | <b>28,5</b>  | <b>19,8</b>   | <b>2,2</b>  |
| Station d'épuration Bruz                                 | 84,3         | 84,3          | 1,7          | 0,6           | 0,2         |
| Regroupement station nord_ transfert à Beaurade          | 11,5         | 11,5          | 11,4         | 11,4          | 0,0         |
| Raccordement EU Via Silva                                | 8,8          | 8,8           | 0,2          | 0,2           | 0,1         |
| ZAC Brasserie bassin parking                             | 6,2          | 6,2           | 0,2          | 0,1           | 0,1         |
| Station d'épuration Brécé                                | 5,0          | 5,0           | 3,8          | 1,5           | 0,4         |
| Station d'épuration Cintré                               | 4,3          | 4,3           | 3,7          | 0,1           | 0,0         |
| Station d'épuration Romillé                              | 3,4          | 3,4           | 3,0          | 1,6           | 1,1         |
| Station d'épuration Bécherel                             | 3,1          | 3,1           | 0,1          | 0,0           | 0,0         |
| Station d'épuration St-Erblon                            | 2,4          | 2,4           | 2,4          | 2,4           | 0,0         |
| Suppression PN 193 Bd Marbeuf                            | 2,1          | 2,1           | 1,9          | 1,9           | 0,2         |
| Station d'épuration Cesson-Sévigné                       | 0,0          | 0,0           | 0,0          | 0,0           | 0,0         |
| <b>AP millésimées</b>                                    | <b>83,3</b>  | <b>71,1</b>   | <b>60,5</b>  | <b>48,9</b>   | <b>14,1</b> |
| Aménager, assurer la maintenance des réseaux de collecte | 50,3         | 45,3          | 38,8         | 34,0          | 9,4         |
| Aménager, maintenance des ouvrages de traitement         | 21,2         | 17,2          | 15,3         | 10,5          | 3,1         |
| Etudes et recherches                                     | 3,8          | 3,1           | 2,0          | 1,1           | 0,3         |
| Gestion des véhicules et engins                          | 3,2          | 2,9           | 2,3          | 1,4           | 0,7         |
| Exploiter le système d'assainissement                    | 3,2          | 1,5           | 1,4          | 1,2           | 0,4         |
| Gestion et développement du SI                           | 1,2          | 0,7           | 0,6          | 0,4           | 0,1         |
| Autres autorisations de programmes                       | 0,4          | 0,3           | 0,3          | 0,3           | 0,0         |
| <b>Total</b>   | <b>214,4</b> | <b>202,2</b>  | <b>89,0</b>  | <b>68,7</b>   | <b>16,3</b> |

Sur les 214,4 M€ d'autorisations de programmes votées, 202,2 M€ ont été affectés pour des investissements identifiés dont 89 M€ ont fait l'objet d'un engagement juridique de la collectivité.

En 2023, les dépenses d'équipement s'élèvent à 16,3 M€ (+ 1% par rapport à 2022) et ont été consacrées, pour l'essentiel, à la poursuite des chantiers des stations d'épuration de Romillé (1,1 M€ sur une enveloppe de 3,4 M€), de Brécé (0,4 M€ sur une enveloppe de 5 M€) et de Bruz (0,2 M€ sur un projet de 84,3 M€), et au dévoiement des réseaux dans



le cadre de la suppression du passage à niveau du boulevard Marbeuf (0,2 M€ sur un montant global de 2,1 M€).

Par ailleurs, les dépenses d'équipement réalisées en 2023 incluent notamment :

- Des travaux d'aménagement et de maintenance des réseaux de collecte (9,4 M€), dont les travaux de renouvellement et de réhabilitation des réseaux d'eaux usées, essentiellement pour les communes de Rennes, L'Hermitage, Chantepie, Acigné, Thorigné-Fouillard, Cesson-Sévigné et Betton ;
- L'aménagement et la maintenance des ouvrages de traitement (3,1 M€) avec principalement le renouvellement d'équipements à la station d'épuration de Beaurade (notamment la mise en place de variateurs de fréquence et le renouvellement de motoréducteurs : 0,3 M€) ainsi que le chaulage et le convoyage des boues à la station d'épuration d'Acigné (0,7 M€).

**Les recettes d'investissement atteignent 12,2 M€** et comprennent majoritairement deux **emprunts** contractés auprès d'Arkéa banque et de la Banque Postale pour un total de 5,8 M€. Elles incluent par ailleurs :

- Des dotations à hauteur de 1,62 M€ correspondant au **versement du FCTVA**. Ce montant dépend des investissements éligibles réalisés sur l'exercice ;
- Des **subventions** à hauteur de 1,24 M€ attribuées par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne essentiellement pour la réalisation du schéma directeur des réseaux d'eaux usées (0,6 M€), l'extension de la station d'épuration de Romillé (0,2 M€) et la requalification du centre bourg de Bruz (0,2 M€).

Enfin, les **"Autres recettes d'investissement"** correspondent à la refacturation par le budget principal des dépenses d'investissement des réseaux d'eaux pluviales réalisées par ce budget annexe pour 3,4 M€.

## IV. Centre des congrès

L'exploitation du Centre des congrès au Couvent des Jacobins est déléguée à la SPL Destination Rennes. Le budget annexe retrace les flux liés à cette gestion déléguée mais également d'autres dépenses (assurances, taxe foncière, investissements...)

### A. Section d'exploitation

| En M€                           | CA 2022 | Crédits ouverts 2023 | CFU 2023 | Taux exé. 2023 | Évolution |        |
|---------------------------------|---------|----------------------|----------|----------------|-----------|--------|
| <b>Dépense</b>                  | 5,80    | 6,68                 | 5,60     | 83,8%          | -0,2      | -3,4%  |
| Charges à caractère général     | 5,80    | 6,68                 | 5,60     | 83,8%          | -0,2      | -3,4%  |
| <b>Recette</b>                  | 6,06    | 6,75                 | 6,24     | 92,5%          | 0,2       | 3,1%   |
| Ventes de produits, prestations | 5,25    | 4,70                 | 4,28     | 91,1%          | -1,0      | -18,5% |
| Produits exceptionnels          | 0,80    | 2,05                 | 1,96     | 95,6%          | 1,2       | 144,8% |

**Les dépenses d'exploitation** correspondent pour la quasi totalité à la rémunération versée au délégataire et fixée selon la Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation du Centre des Congrès.

La diminution de cette dépense (-0,2 M€) entre 2022 et 2023 découle de l'application d'un nouvel avenant au contrat de DSP. Ainsi, à compter de 2023, la rémunération contractuelle au titre de l'exploitation est ajustée des seules charges d'entretien du bâtiment et des fluides de l'année.

**Les recettes d'exploitation** retracent les opérations de commercialisation des espaces de l'équipement pour un total de 4,3 M€ en 2023. Ces produits sont en diminution par rapport à 2022 (-1 M€) qui avait été une année exceptionnelle en raison du report de nombreux événements suite à la crise sanitaire. Les autres recettes sont constituées de la participation du budget principal à l'activité de l'équipement, soit 1,6M€. S'ajoute la perception de pénalités de retard liées aux travaux de construction de l'équipement (+0,36 M€).

## B. Section d'investissement

**Les dépenses d'investissement** 2023 portent sur une partie du paiement du solde des travaux de construction de l'équipement (0,6 M€ en 2023)

# V. Budgets annexes Réseaux de chaleur

Le budget annexe Réseaux de chaleur concerne en 2023 l'ensemble de la gestion de la compétence auparavant scindée en deux budgets annexes correspondant au mode de gestion (en régie / en concession). Il couvre les réseaux suivants :

- Les réseaux de Rennes (Nord-Est et Sud) et de Vezin-le-Coquet, gérés en concession ;
- Le réseau de Chartres-de-Bretagne et le futur réseau de Le Rheu, gérés en régie.

La présentation ci-après permet la comparaison par rapport au compte administratif 2022, les montants des 2 budgets distincts ayant été consolidés.

## A. Section d'exploitation

| (en M€)                             | CA<br>2022  | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux exé.<br>2023 | Évolution    |              |
|-------------------------------------|-------------|----------------------------|-------------|-------------------|--------------|--------------|
| <b>DÉPENSES</b>                     | <b>1,32</b> | <b>1,48</b>                | <b>1,21</b> | <b>81,6%</b>      | <b>-0,12</b> | <b>-9,0%</b> |
| Charges à caractère général         | 0,26        | 0,56                       | 0,40        | 70,9%             | 0,13         | 50,6%        |
| Charges de personnel                | 0,66        | 0,70                       | 0,64        | 91,7%             | -0,02        | -2,5%        |
| Charges financières                 | 0,17        | 0,21                       | 0,17        | 79,4%             | -0,01        | -3,7%        |
| Charges exceptionnelles             | 0,23        | 0,01                       | 0,00        | 0,0%              | -0,23        | -100,0%      |
| <b>RECETTES</b>                     | <b>3,32</b> | <b>3,48</b>                | <b>3,41</b> | <b>98,0%</b>      | <b>0,09</b>  | <b>2,7%</b>  |
| Produits des services               | 2,29        | 2,44                       | 2,36        | 96,7%             | 0,07         | 3,1%         |
| Autres produits de gestion courante | 1,03        | 1,02                       | 1,03        | 100,8%            | 0,00         | 0,1%         |
| Produits exceptionnels              | 0,00        | 0,02                       | 0,02        | 103,4%            | 0,02         | /            |

Les **dépenses de la section d'exploitation** du budget annexe Réseaux de chaleur s'établissent à 1,2 M€ en 2023, en diminution de 0,1 M€ (-9%) par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par :

- L'absence de charges exceptionnelles en 2023 (contre 0,2 M€ en 2022) ;
- Des charges à caractère général en hausse de 0,1 M€ essentiellement sur le réseau Rennes Sud (+0,9 M€) du fait de la réalisation du schéma directeur et de l'assistance à maîtrise d'œuvre pour la passation du nouveau marché.

Les **recettes de la section d'exploitation** s'élèvent à 3,4 M€, en hausse de 0,1 M€ (+2,7%) par rapport à 2022. Elles sont issues pour 69% des produits des services (2,36 M€), qui proviennent essentiellement :

- Des droits de raccordement (1,5 M€ dont 93 % sur le réseau Sud) ;
- De la surtaxe versée par le délégataire du réseau Sud (0,6 M€) ;
- De la vente de chaleur sur le réseau de Chartres-de-Bretagne (0,2 M€).

Les autres produits de gestion courante sont stables à 1 M€, représentant 30% des recettes : ils correspondent pour l'essentiel à la redevance versée par l'exploitant du réseau Nord-Est.

## B. Section d'investissement

| (en M€)                            | CA<br>2022  | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux exé.<br>2023 | Évolution    |                |
|------------------------------------|-------------|----------------------------|-------------|-------------------|--------------|----------------|
| <b>DÉPENSES</b>                    | <b>3,33</b> | <b>2,20</b>                | <b>1,61</b> | <b>49,6%</b>      | <b>-1,72</b> | <b>-51,6%</b>  |
| Dépenses d'équipement              | 0,77        | 0,97                       | 0,40        | 41,2%             | -0,37        | -47,7%         |
| Autres immobilisations financières | 1,59        | 0,22                       | 0,22        | 100,0%            | -1,37        | -86,4%         |
| Remboursements d'emprunts          | 0,97        | 1,01                       | 0,99        | 98,7%             | 0,02         | 2,2%           |
| <b>RECETTES</b>                    | <b>1,43</b> | <b>0,44</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,0%</b>       | <b>-1,43</b> | <b>-100,0%</b> |
| Subventions d'investissement       | 1,43        | 0,44                       | 0,00        | 0,0%              | -1,43        | -100,0%        |

Les **dépenses d'investissement s'élèvent à 1,6 M€ en 2023** dont 1 M€ consacrés à l'amortissement de l'emprunt, 0,4 M€ à la création et à l'extension des réseaux et 0,2 M€ au versement d'une participation pour les travaux d'extension des réseaux sur la ZAC de Baud-Chardonnet.

Les dépenses de création et d'extension de réseaux sont réalisées sur des autorisations de programme (AP). Sur les 11,8 M€ d'autorisations ouvertes, 9,8 M€ ont été affectés, c'est-à-dire alloués à la réalisation de projets identifiés et évalués.

Les **recettes d'investissement** sont inexistantes en 2023, les appels de fonds des subventions dépendant de l'avancement effectif des études et des travaux soutenus.

## VI. Budgets annexes des zones d'aménagement

Rennes Métropole gère en 2023 en régie, 4 Zones d'Activités Économiques sous permis d'aménager et 2 sous procédure Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Une nouvelle ZAC,

Le Hil3 à Noyal-Chatillon-sur-Seiche, a été créée à compter de 2023. Par ailleurs, 12 ZAC sont concédées.

Les activités des zones d'aménagement gérées en régie sont retracées au sein de budgets annexes individualisés. Les travaux d'aménagement du foncier destiné à être cédé sont retracés en comptabilité de stock de terrains aménagés.

**En consolidé, les réalisations 2023 de ces budgets se chiffrent à 1,3 M€ en dépenses et 1,1 M€ en recettes de fonctionnement**, correspondant à la phase de fin de commercialisation des ZAE La Forge, Margat et Joval et à la phase d'aménagement et d'achats de terrains des ZAE Rignés et le Hil3. A ces recettes s'ajoute l'excédent cumulé 2022 de 1,5 M€.

Les dépenses d'investissement en 2023 correspondent au remboursement partiel des avances consenties depuis 2008 par le budget principal au budget annexe de la ZAC La Forge-Saint Gilles, ZAC dont la clôture est programmée en 2024.

| En M€                              | CA 2022     | Crédits ouverts 2023 | CFU 2023    | taux exé. 2023 |
|------------------------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>              |             |                      |             |                |
| <b>Dépense</b>                     | <b>0,78</b> | <b>2,89</b>          | <b>1,32</b> | <b>45,5%</b>   |
| Autres charges de gestion courante | 0,01        | 0,03                 | 0           | 0,0%           |
| Charges à caractère général        | 0,77        | 2,87                 | 1,32        | 45,9%          |
| <b>Recette</b>                     | <b>1,82</b> | <b>1,85</b>          | <b>1,09</b> | <b>58,9%</b>   |
| Dotations et participations        | 0           | 0,01                 | 0           | 30,7%          |
| Produits des services              | 1,82        | 1,84                 | 1,09        | 59,2%          |
| <b>Investissement</b>              |             |                      |             |                |
| <b>Dépense</b>                     | <b>0,13</b> | <b>0,53</b>          | <b>0,43</b> | <b>81,1%</b>   |
| Emprunts et dettes assimilées      | 0,13        | 0,53                 | 0,43        | 81,0%          |

**Les dépenses de fonctionnement** recouvrent, pour 54%, des travaux d'aménagement et de viabilisation des lots des ZAE "Les Rignés", "Margat", et le "Hil3" ; pour 34%, les acquisitions de terrains à aménager et 11% les études de maîtrise d'œuvre portées par la ZAC le Hil3. Le reste des dépenses est constitué de frais accessoires et de taxes foncières.

| <i>Dépenses de fonctionnement en M€</i> | CA 2022     | CA 2023     | part 2023      |
|---|-------------|-------------|----------------|
| ZAC LA FORGE SAINT GILLES               | 0,01        | 0,00        | 0,37%          |
| ZAE GEV ACTIV 2 GEVEZE                  | 0,02        | 0,03        | 2,01%          |
| ZAE JOVAL ACIGNE                        | 0,06        | 0,03        | 2,40%          |
| ZAE LES RIGNES BETTON                   | 0,65        | 0,21        | 16,32%         |
| ZAE MARGAT L'HERMITAGE                  | 0,04        | 0,24        | 18,46%         |
| ZAE METROPOLITAINES (Le Hil3)           |             | 0,80        | 60,43%         |
| <b>Total fonctionnement</b>             | <b>0,78</b> | <b>1,32</b> | <b>100,00%</b> |

**Les recettes de fonctionnement** sont essentiellement constituées des ventes de terrains aménagés pour toutes les zones à l'exception de la ZAE "Margat-L'Hermitage", créée en 2021, et de la nouvelle ZAC Le Hil3.

## VII. Crématorium

| En K€                               | CA<br>2022 | Crédits<br>ouverts<br>2023 | CFU<br>2023 | Taux<br>exé. | Évolution |         |
|-------------------------------------|------------|----------------------------|-------------|--------------|-----------|---------|
| Fonctionnement                      |            |                            |             |              |           |         |
| Dépenses                            | 21,20      | 47,51                      | 26,95       | 56,7%        | 5,75      | 27,1%   |
| Charges à caractère général         | 15,98      | 35,50                      | 15,92       | 44,8%        | -0,06     | -0,4%   |
| Autres charges de gestion courante  | 0,00       | 0,01                       |             | 0,0%         | -         | -100,0% |
| Charges financières                 | 5,22       | 12,00                      | 11,03       | 91,9%        | 5,82      | 111,5%  |
| Recettes                            | 320,69     | 322,00                     | 341,12      | 105,9%       | 20,43     | 6,4%    |
| Autres produits de gestion courante | 320,69     | 322,00                     | 341,12      | 105,9%       | 20,43     | 6,4%    |
| Investissement                      |            |                            |             |              |           |         |
| Dépenses                            | 282,54     | 802,98                     | 178,66      | 22,2%        | -103,88   | -36,8%  |
| Dépenses d'équipement               | 79,16      | 723,48                     | 99,49       | 13,8%        | 20,33     | 25,7%   |
| Remboursements d'emprunts           | 203,37     | 79,50                      | 79,17       | 99,6%        | -124,21   | -61,1%  |
| Recettes                            | 250,00     | 161,51                     | 150,00      | 92,9%        | -100,00   | -40,0%  |
| Emprunts                            | 250,00     | 161,51                     | 150,00      | 92,9%        | -100,00   | -40,0%  |

La gestion du crématorium est déléguée à la Société du Crématorium de Rennes Métropole. **Les dépenses d'exploitation** du budget annexe sont donc constituées uniquement de la taxe foncière (13 K€) et de la charge de la dette (11 K€ d'intérêts).

**Les recettes de fonctionnement** sont constituées exclusivement de la redevance versée par l'exploitant, comprenant un montant forfaitaire de 250 K€ et une part variable indexée sur l'activité de l'année précédente et qui se chiffre en 2023 à 91 K€ (en augmentation de 20 K€ par rapport à 2021).

**Les dépenses d'investissement intègrent** les études et le début des travaux d'extension du site qui s'élèvent à un montant de 85 K€ ainsi que le renouvellement de l'appareil de filtration pour 13 K€.

Un nouvel emprunt de 150 K€ a été mobilisé pour financer les travaux.

## VIII. Production d'énergie photovoltaïque

| En k€                       | CA 2022     | Crédits ouverts 2023 | CFU 2023    | Taux exé. 2023 | Évolution   |               |
|-----------------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------|-------------|---------------|
| <b>DÉPENSES</b>             | <b>2,9</b>  | <b>4,5</b>           | <b>1,9</b>  | <b>41,2%</b>   | <b>-1,1</b> | <b>-36,5%</b> |
| Charges à caractère général | 1,3         | 4,3                  | 1,9         | 43,2%          | 0,6         | 43,4%         |
| Charges financières         | 0,0         | 0,2                  | 0,0         | 0,0%           | 0,0         |               |
| Charges exceptionnelles     | 1,6         | 0,0                  | 0,0         |                | -1,6        | -100,0%       |
| <b>RECETTES</b>             | <b>22,8</b> | <b>25,0</b>          | <b>24,3</b> | <b>97,3%</b>   | <b>1,5</b>  | <b>6,7%</b>   |
| Produits des services       | 22,3        | 25,0                 | 24,3        | 97,3%          | 2,0         | 9,1%          |
| Produits exceptionnels      | 0,5         | 0,0                  | 0,0         |                | -0,5        | -100,0%       |

Les **dépenses d'exploitation** demeurent faibles en 2023 (1,9 k€) : elles sont essentiellement consacrées à la maintenance préventive des installations et aux frais d'injection sur le réseau public d'électricité.

Les **recettes d'exploitation** proviennent de la revente de l'électricité produite. La variation de +1,5 K€ correspond à une régularisation de recette antérieure.

Aucune dépense d'investissement n'a été réalisée en 2023.

## Annexe 1 – Dépenses de personnel consolidées

| Budgets<br>(en M€) | CA 2022      | CA 2023       | Écart       | Évolution    | BP + DM 2023  |
|--------------------|--------------|---------------|-------------|--------------|---------------|
| Budget principal   | 88,27        | 92,94         | 4,67        | 5,29%        | 92,94         |
| Assainissement     | 6,77         | 8,08          | 1,31        | 19,35%       | 8,28          |
| Déchets            | 2,88         | 3,49          | 0,61        | 21,18%       | 3,67          |
| Réseaux de chaleur | 0,66         | 0,64          | -0,02       | -3,03%       | 0,7           |
|                    | <b>98,58</b> | <b>105,15</b> | <b>6,57</b> | <b>6,66%</b> | <b>105,59</b> |

Les dépenses de personnel consolidées s'élèvent à 105,15 M€ au CA 2023 de Rennes Métropole, soit une évolution de 6,57 M€ (+6,66%) par rapport au CA 2022.

Au niveau du budget Assainissement, l'évolution est de 19,4%. Le taux d'exécution est de 97,6 %. En 2023, 12 postes ont été créés à l'Assainissement et 9 ont pu être pourvus, ce qui représente une dépense sur l'exercice de 0,36 M€. Par ailleurs, le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), l'augmentation de la valeur du point, la revalorisation des grilles, l'augmentation du SMIC et la NAO participent à l'augmentation de la masse salariale. De plus, la refacturation de l'activité de la Direction de l'Espace public et des Infrastructures en matière d'assainissement est en progression (+ 0,21 M€). Enfin, le recours à des agents non permanents a été légèrement plus important en 2023 (+ 0,03 M€).

Au budget Déchets, l'évolution de 21,2 % s'explique notamment par l'effet report des 8 postes créés en 2022 (+0,22 M€). Il convient également d'ajouter les effets du GVT, de la valeur du point, de la revalorisation des grilles, l'augmentation du SMIC pour un montant cumulé de 0,17 M€. Le recours à des contractuels a fortement augmenté pour renforcer les équipes en 2023 passant de 24,8 K€ en 2022 à 239,8 K€ en 2023 soit une augmentation de 0,215 M€.

Comme pour le budget Assainissement, depuis 2020, la refacturation de l'activité de la Direction de l'Espace public et des Infrastructures, impacte directement les dépenses de personnel du budgets Réseau de chaleur, lesquelles évoluent de -3%. Le GVT et la valeur du point participent par ailleurs à la progression de la masse salariale, ainsi que la quote-part de la Direction des Déchets qui augmente de 0,065 M€. Le recours à des contractuels a été moindre en 2023 (- 0,035 M€).

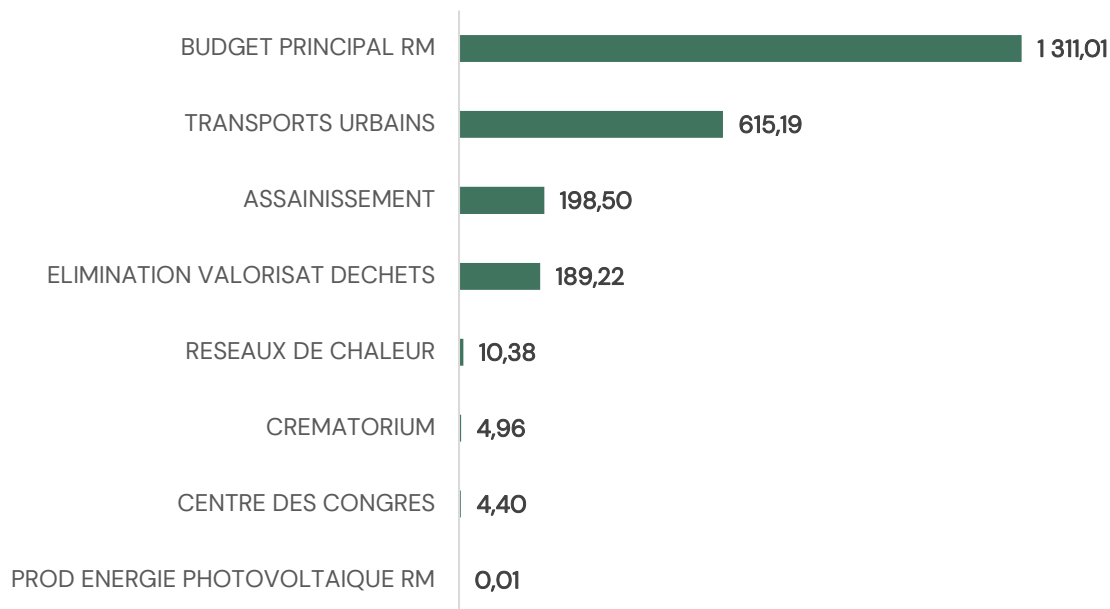
## Annexe 2 – Bilan de la gestion des engagements pluriannuels

Les dépenses d'équipement de la collectivité sont gérées de manière pluriannuelle en autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP) depuis l'année 2020.

Cette gestion permet de retracer les engagements pluriannuels pris par la Métropole afin de suivre leur exécution et d'améliorer la lisibilité du budget en limitant les inscriptions aux seuls crédits nécessaires à la couverture des dépenses de l'année. Préalablement à l'engagement, l'affectation des AP permet de constater comptablement la décision du Conseil de réaliser un équipement ou de verser une subvention.

Tous budgets confondus, Rennes Métropole dispose au 31 décembre 2023 de 2 333,67 M€ d'AP réparties par budget comme suit :

### Répartition par budgets des AP en cours au 31/12/2023 (en M€)



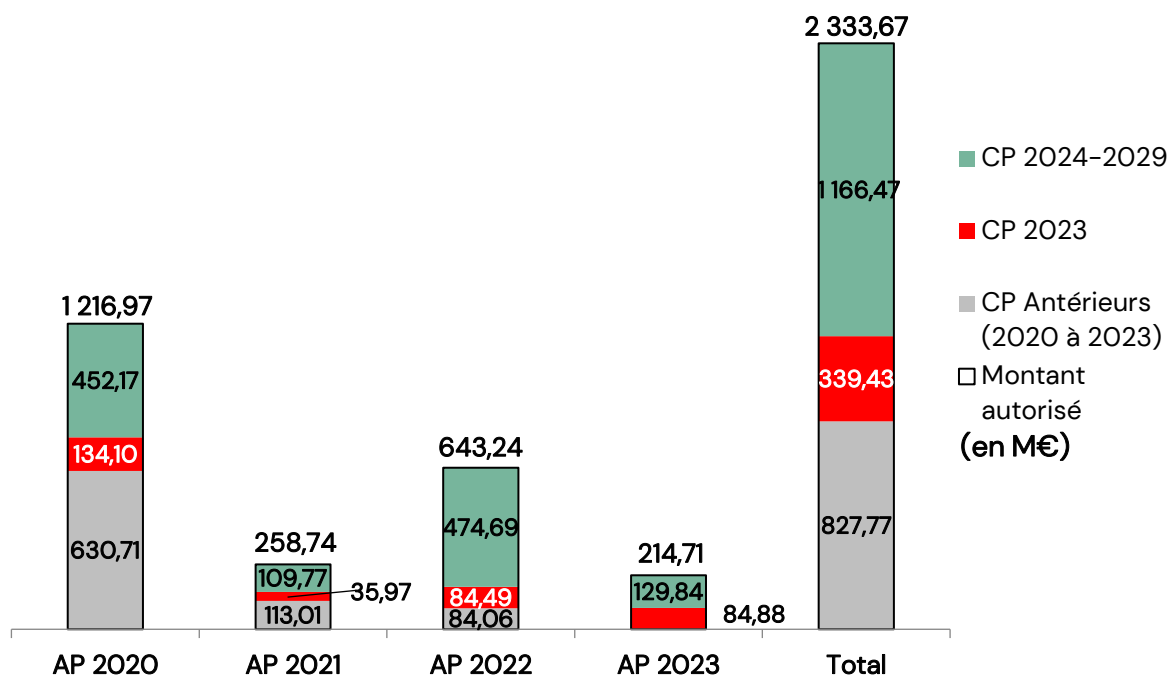
Ce montant global est réparti entre :

- 52,1 % (1 216,97 M€) d'AP ouvertes au titre de 2020 ;
- 11,1 % (258,74 M€) d'AP ouvertes au titre de 2021 ;
- 27,6% d'AP (643,24 M€) ouvertes au titre de 2022 ;
- 9,2% d'AP (214,71 M€) ouvertes au titre de 2023.

Le poids des AP 2020 est particulièrement conséquent du fait de la mise en place de cette gestion en 2020, ce qui a donné lieu à la création d'AP reprenant des engagements passés et au vote d'AP projet correspondant au solde des opérations déjà parties (ex : ligne B du métro).

En ce qui concerne la répartition des CP, les crédits antérieurs à 2023 s'élèvent à 827,77 M€ (35,5% du total des AP), les CP 2023 à 339,43 M€ (14,5%) et les CP futurs (2024 à 2029) à 1 166,47 M€ (50,0%) :





Le ratio de couverture consiste à rapporter le stock d'AP encore à exécuter ("reste à financer") au montant global des dépenses mandatées durant l'exercice.

| Total AP<br>(hors 2024)<br>(A) | Total non<br>affecté des AP<br>millésimées<br>(10/04/2024)<br>(B) | CP exécutés sur<br>AP<br>(10/04/2024)<br>(C) | Reste à financer<br>(D) = (A)-(B)-(C) | Dépenses<br>annuelles<br>moyennes sur<br>AP<br>(2022 et 2023)<br>(E) | Ratio de<br>couverture<br>des AP<br>= (D) / (E) |
|--------------------------------|---|--|---------------------------------------|--|---|
| 2 333 670 130,62               | 37 756 230,78   | 1 136 292 563,09                             | 1 159 621 336,75                      | 288 576 127,58   | 4,0   |

Sont pris en compte dans le stock d'AP, l'ensemble des AP de projet ainsi que la part affectée des AP millésimées.

Ce ratio s'élève à 4 ans contre 3,4 l'an dernier. Il correspond à la durée nécessaire pour exécuter l'intégralité des équipements décidés en maintenant le niveau d'investissement constaté au cours des dernières années. Plus ce ratio tend vers 1, plus la collectivité tend à gérer annuellement ses dépenses. Au contraire, un ratio élevé alerte sur un risque de surévaluation des AP avec un volume d'investissement susceptible d'être engagé bien supérieur à la capacité annuelle à dépenser.

## Annexe 3 – Subventions de fonctionnement versées détail par politique et bénéficiaires

### BUDGET PRINCIPAL

|  | CFU 2023          |   |         |
|--|-------------------|---|---------|
| <b>AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES</b>                       | <b>10 095 073</b> |   |         |
| 4 B INFORMATION JEUNESSE PLACE POSSIBLES                         | 144 510           | CERCLE PAUL BERT SOC SPORT                | 21 040  |
| AC BALATA  | 1 000             | CIMADE                                    | 7 500   |
| ACCUEIL GENS DU VOYAGE 35  | 28 420            | CIREFE                                    | 5 287   |
| ACCUEIL PAYSAN 35  | 410               | COALLIA                                   | 48 900  |
| ADO HABITAT 35   | 156 000           | COEURS RÉSISTANTS                         | 14 000  |
| ADORER DEVELOPPEM OUTIL RADIOPHONIQUE                            | 9 000             | COLLECTIF AGRICULTUREL DE LA PREVALAYE    | 615     |
| AIGUILLON CONSTRUCTION   | 31 000            | COLLECTIF SYNOPSIS                        | 1 300   |
| ALFADI   | 2 096 000         | COMMUNAUTE EMMAUS HEDE                    | 4 000   |
| AMICALE ELEVES INSA DE RENNES                                    | 3 125             | COMMUNE DE BRUZ                           | 29 227  |
| AMOCAS ASS MORDEL AISE ORGAN ANIMATION ET GESTION DES LONGS PRES | 2 050             | COMMUNE DE LAILLE                         | 5 900   |
| ANTIPODE MJC RENNES  | 1 000             | COMMUNE DE PARTHENAY DE BRETAGNE          | 7 503   |
| APRAS  | 8 500             | COMMUNE DE SAINT JACQUES DE LA LANDE      | 6 000   |
| ARCHIPEL HABITAT   | 681 300           | COMPAGNONS BATISSEURS                     | 50 700  |
| ASFAD  | 68 000            | COMPTOIR DU DOC                           | 2 000   |
| ASFAD  | 142 000           | CONCORDIA BRETAGNE                        | 8 000   |
| ADIL35   | 70 000            | CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES DROIT    | 45 500  |
| ASS DIACONIE BREILLIENNE   | 7 765             | COOP DE MAUREPAS LA COHUE                 | 3 500   |
| ASS POUR INSERTION SOCIALE                                       | 6 700             | CREHA OUEST                               | 160 000 |
| ASS POUR SUBSISTANCE ENTRAIDE PARTAGE                            | 1 028             | CRIDEV                                    | 8 665   |
| SEA35  | 2 422 532         | CROIX ROUGE FRANCAISE                     | 14 000  |
| ASSOC LICENCE ET MASTER INFORMATIQUE ET ELECTRONIQ DE L ISTIC    | 600               | DECLIC FEMMES                             | 7 000   |
| ASSOCIATION 3 REGARDS LEO LAGRANGE                               | 2 641             | DEMOZAMAU                                 | 3 800   |
| ASSOCIATION CARTEL   | 2 800             | DIAPOSITIVE                               | 820     |
| ASSOCIATION CITE ET MEDIATION                                    | 50 000            | D'ICI OU D'AILLEURS                       | 3 280   |
| ASSOCIATION MATA   | 2 000             | DYADE                                     | 2 050   |
| ASSOCIATION MUSICIENNE S   | 2 500             | ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE DE BRETAGNE    | 5 000   |
| ASSOCIATION PRISME   | 1 500             | EPICERIE GRATUITE                         | 9 000   |
| ASSOCIATION RENNAISE CENTRES SOCIAUX                             | 25 000            | EPIFREE RENNES 1                          | 9 000   |
| ASSOCIATION SAINT JOSEPH DE PREVILLE                             | 19 350            | ESPACIL HABITAT                           | 31 000  |
| ASSOCIATION TOUS FRERES  | 3 396             | ESS CARGO ET CIE                          | 25 230  |
| ATELIER DECLIC   | 2 000             | ETUDIANTS EN BIO-INFORMATIQUE GRAND OUEST | 150     |
| AU P TIT BLOSNEUR  | 2 500             | FAMILLES ENFANTS LOISIRS                  | 2 460   |
| BANQUE ALIMENTAIRE 35  | 14 000            | FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE         | 64 411  |
| BENENOVA RENNES  | 12 690            | FOYER SAINT BENOIT LABRE                  | 55 932  |
| BREIZH INSERTION SPORT B.I.S                                     | 115 085           | GLAZ RENCONTRES                           |         |
| CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES                                  | 308 400           | PHOTOGRAPHIQUES DE RENNES                 | 1 928   |
| CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE RENNES                            | 1 882 314         | GOUINERIES AU BEURRE SALE                 | 1 230   |
| CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE DU BLOSNE                          | 2 460             | HABITAT ET HUMANISME ILLE                 | 27 250  |
| CERCLE PAUL BERT BLOSNE  | 3 500             | IDHEAL RECHERCHE                          | 15 000  |
|  |                   | ISOGONE                                   | 1 000   |
|  |                   | JEUNES A TRAVERS LE MONDE                 | 6 000   |
|  |                   | KALI ET CO                                | 2 870   |
|  |                   | KEUR ESKEMM                               | 5 000   |
|  |                   | L'ESCALE                                  | 2 800   |
|  |                   | LA BALADE DES LIVRES                      | 1 000   |
|  |                   | LA GRENADE                                | 1 640   |

|  |         |
|--|---------|
| LA LOUPIOTE                              | 1 000   |
| LA MAMI                                  | 15 000  |
| LA TALOCHE                               | 1 500   |
| LANGOPHONIES                             | 7 000   |
| LANGUE ET COMMUNICATION                  | 116 370 |
| LE CENTRE DE LA LANDE                    | 11 780  |
| LE CRIC                                  | 4 000   |
| LE GUIBRA                                | 1 230   |
| LE LABORATOIRE DES IMAGINAIRES           | 900     |
| LE PILLI COLLECTIF                       | 1 338   |
| LE SOUFFLE ET LA FLAMME                  | 10 140  |
| LE TEMPS DU REGARD                       | 1 230   |
| LES AMIS DE LA MILI-TAMBOUILLE           | 1 640   |
| LES AMITIES SOCIALES                     | 164 600 |
| LES BECS VERSEURS                        | 2 500   |
| LES COLS VERTS RENNES                    | 14 000  |
| LES FOYERS D'HLM                         | 12 000  |
| LES PETITES CANTINES BRUZ                | 2 050   |
| LES PETROLETES                           | 2 460   |
| LES PREMIERES BRETAGNE                   | 3 000   |
| LIBERTE COULEURS                         | 14 000  |
| LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL 35           | 30 500  |
| LILICO THEATRE                           | 3 000   |
| LOISIRS PLURIEL DE RENNES                | 19 350  |
| LYSIAS RENNES                            | 600     |
| MAEB                                     | 5 000   |
| MAISON DES FAMILLES SJDLL BASSIN RENNAIS | 820     |
| MAISON QUARTIER LA BELLANGERAI           | 2 870   |
| MAISON SQUARES SOLIDARITE INTERCULTURE   | 9 750   |
| MJC BREQUIGNY                            | 4 460   |
| MJC MAISON DE SUEDE                      | 60 400  |
| MOUV FRANCAIS POUR PLANNING FAMILIAL     | 2 500   |
| MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE   | 600     |
| NEOTOA                                   | 33 000  |
| OFFICE NATIONAL DES FORETS               | 20 000  |
| PAR TOUT ARTISTE                         | 10 000  |
| PARENTS CONFIANCE BETTON                 | 700     |
| PHYLIA                                   | 3 550   |
| POINT BARRE                              | 4 100   |
| PRELUDE                                  | 2 000   |
| QUIDAM                                   | 4 100   |
| RADICANT                                 | 400     |
| REGARDS DE MOMES                         | 500     |
| REMISE EN JEU                            | 5 000   |
| RESEAU LOUIS GUILLOUX                    | 14 467  |
| RESO SOLIDAIRE                           | 3 000   |
| RESTAURANTS DU COEUR LES RELAIS          | 14 000  |
| SANTE MENTALE FRANCE                     | 3 300   |
| SECOURS POPULAIRE FRANCAIS               | 14 000  |
| SEED                                     | 460     |
| SEISME ASSOCIATION                       | 5 000   |
| SI ON S'ALLIAIT                          | 5 780   |
| SOLIDARITE ET PARTAGE DES SAVOIRS        | 2 000   |

|   |         |
|---|---------|
| STARTIJENN                                    | 2 000   |
| TABITHA SOLIDARITE                            | 28 908  |
| THES'EN IMAGES                                | 1 500   |
| TOUT ATOUT                                    | 17 000  |
| UBIDEM  | 460     |
| UN PETIT BAGAGE D'AMOUR RENNES                | 4 100   |
| UN TOIT C'EST UN DROIT                        | 59 381  |
| UNION DEPARTEMENT ASSO FAMILIALE I V          | 4 000   |
| UNION PIRATE LE SYNDICAT ETUDIANT DE RENNES 1 | 4 000   |
| UNION PIRATE RENNES 2                         | 4 000   |
| UNIS CITE                                     | 5 000   |
| UNIVERSITE DE RENNES                          | 6 000   |
| UNIVERSITE RENNES II HAUTE BRETAGNE           | 5 000   |
| VERT LE JARDIN                                | 2 000   |
| VRAC RENNES                                   | 48 000  |
| WE KER  | 164 299 |
| YEGG MAGAZINE                                 | 2 460   |
| ZERO DE CONDUITE                              | 7 000   |

# ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT

| ECONOMIQUE                               | 11 859 209 |
|--|------------|
| 3 HIT COMBO                              | 10 000     |
| 60 000 REBONDS                           | 5 000      |
| ACCUEIL ACCOMPAGN. EMPLOI SUD RE         | 76 638     |
| ACOR                                     | 4 000      |
| ACSE 175                                 | 5 500      |
| ACTED ASSOCIATION                        | 10 000     |
| ACTION EMPLOI CESSON                     | 12 250     |
| ACTIV EST                                | 25 000     |
| ADDITI COM                               | 40 000     |
| ADERE 35                                 | 10 000     |
| ADIE                                     | 28 000     |
| ADN OUEST ASSOCIATION                    | 35 000     |
| AFIGESE CT                               | 5 000      |
| AGENCE DU NUMERIQUE EN SANTE GIP         | 10 000     |
| AGENCE LOCALE ENERGIE CLIMAT             |            |
| PAYS RENN                                | 18 000     |
| AGROBIO 35                               | 39 000     |
| AJAR FRANCE                              | 2 500      |
| APMEP                                    | 3 000      |
| ASFAD                                    | 6 500      |
| ASS NAT CTRES ENSEIG DES SOINS D'URGENCE | 3 750      |
| ASS POUR INSERTION SOCIALE               | 116 847    |
| ASSO FRANCAISE DU CINEMA D'ANIMATION     | 10 000     |
| ASSOCIATION BUG                          | 40 000     |
| ASSOCIATION LES ENTREP BRETAGNE          | 3 000      |
| ASSOCIATION REBOND 35                    | 5 000      |
| BGE 35                                   | 80 000     |
| BGE BRETAGNE                             | 2 000      |
| BIMBAMJOB                                | 38 360     |
| BIOTECH SANTE BRETAGNE                   | 125 000    |
| BLACKFORGE INTERACTIVE                   | 514        |
| BLEU BLANC COEUR                         | 1 500      |
| BLOSN UP                                 | 15 000     |

|                                  |           |                                  |           |
|----------------------------------|-----------|----------------------------------|-----------|
| BOU SOL                          | 20 000    | FILMS EN BRETAGNE UNION          |           |
| BRETAGNE ACTIVE                  | 95 000    | PROFESSIONNELS                   | 16 095    |
| BRETAGNE COMMERCE EQUITABLE      | 2 000     | FUB SERVICES                     | 3 000     |
| BRETAGNE DEVELOPPEMENT           |           | GEIQ BATIMENT DU PAYS DE RENNES  | 15 000    |
| INNOVATIO                        | 40 000    | GPMENT EMPLOYEURS ECONOMIE       |           |
| BRETAGNE SUPPLY CHAIN            | 16 000    | SOCIALE                          | 10 000    |
| BULB                             | 1 233     | GROUPE DES ECOLES NAT ECONOMIE   | 18 856    |
| CELEBRATING LIFE                 | 9 600     | GROUPEMENT D'EMPLOYEURS POUR     |           |
| CENTRE COMMUNAL ACTION           |           | L'INSERTION ET LA QUALIFICATION  |           |
| SOCIALE RENNES                   | 848 525   | PROPRETE                         | 10 000    |
| CENTRE CULINAIRE CONTEMPORAIN    | 50 000    | HOTEL DES VOYAGEURS              | 490       |
| CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS     | 2 500     | ID4CAR                           | 25 000    |
| CENTRE EUROPEEN D'ENTREPRISE ET  |           | IMAGES ET RESEAUX ASSOCIATION    | 25 000    |
| D'INNOVATION                     | 45 000    | INRAE                            | 18 688    |
| CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE  |           | INRIA AGENT COMPTABLE            | 25 729    |
| SCIENTIFIQUE                     | 54 471    | INST NAT ENS SUP AGRICULTURE     |           |
| CFTC                             | 10 000    | ALIMENTATION ENVIRONNEMENT       | 27 522    |
| CHAMBRE DE COMMERCE ET D'        |           | INSTITUT CONFUCIUS DE BRETAGNE   | 12 000    |
| INDUSTRIE                        | 53 200    | INSTITUT D ETUDES                | 1 400     |
| CHAMBRE REGIONALE D              |           | INSTITUT MAUPERTUIS              | 90 000    |
| AGRICULTURE                      | 44 200    | INSTITUT NATIONAL SCIENCES       |           |
| CIAS MORDELLES                   | 14 250    | APPLIQUEES                       | 34 021    |
| CITES UNIES FRANCE               | 10 000    | INTEROP SANTE                    | 10 000    |
| CLAIR OBSCUR                     | 30 000    | JEUNES A TRAVERS LE MONDE        | 10 000    |
| CLUB LASER ET PROCEDES           | 3 000     | JOURNEES REGIONALES DE LA CREATI | 20 000    |
| COMMUNAUTE EMMAUS HEDE           | 20 000    | JUSQU A LA MORT ACCOMPAGNER      |           |
| COMMUNE D ACIGNE                 | 1 250     | LA VIE                           | 5 000     |
| COMMUNE DE BETTON                | 9 750     | LA CRAVATE SOLIDAIRE RENNES      | 12 500    |
| COMMUNE DE L'HERMITAGE           | 2 000     | LA MAMI                          | 5 000     |
| COMPAGNONS BATISSEURS            | 211 061   | LA STATION SERVICE               | 551       |
| CONFEDERATION ELEVEURS D'ILLE ET |           | LE CRIC                          | 21 000    |
| VILAINE                          | 4 000     | LE POOOL                         | 1 170 000 |
| COOP DE MAUREPAS LA COHUE        | 47 579    | LE SAINT ANTOINE                 | 490       |
| COP TROTTER                      | 1 000     | LE SOUFFLE ET LA FLAMME          | 5 000     |
| CTRE COM ACTION SOCIALE DE ST    |           | LES ARTISANS DU NUMERIQUE        | 5 000     |
| JACQUES DE LA LANDE              | 12 250    | LES CIGALES D ILLE ET VILAINE    | 5 000     |
| CTRE COM ACTION SOCIALE DE       |           | LES PREMIERES BRETAGNE           | 3 000     |
| THORIGNE FOULLARD                | 12 250    | L'ETAPE                          | 8 500     |
| DECLIC                           | 73 250    | MAISON DE L'EUROPE DE RENNES     | 10 000    |
| DESTINATION RENNES               | 5 180 000 | MAISON DE LA CONSOMMATION        | 5 000     |
| DRAMA STUDIOS                    | 778       | MAISON QUARTIER LA TOUCHE        | 2 000     |
| ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE      |           | MJC MAISON DE SUEDE              | 7 950     |
| RENNES                           | 34 750    | MOUVEMENT IMPACT FRANCE          | 5 000     |
| ECOLE SUPERIEU EUROPEENNE ART    |           | NAIADE PRODUCTION                | 898       |
| BRETAGNE                         | 10 000    | ONZE 8 DEGRES                    | 672       |
| EHOP                             | 10 000    | PAYSANS PRODUCTEURS DE GWELL     | 5 000     |
| ELAN BATISSEUR                   | 18 000    | PIMMS MEDIATION RENNES           | 10 000    |
| ELAN CREATEUR                    | 40 000    | POINT ACCUEIL EMPLOI SUD EST 35  | 3 250     |
| EMOVA                            | 4 000     | POLE D'EXCELLENCE CYBER          | 50 000    |
| ENTREPRENDRE AU FEMININ          | 10 000    | PRELUDE                          | 106 618   |
| ESC RENNES                       | 3 000     | PRESOL                           | 15 000    |
| ESPACE EMPLOI                    | 186 317   | RECONNECT                        | 3 000     |
| ESPERO BRETAGNE                  | 5 000     | RELAIS EMPLOI                    | 4 800     |
| ETUDES CHANTIERS BRETAGNE PAYS   |           | RELAIS MOD                       | 7 000     |
| LOIRE                            | 185 630   | RESEAU ENTREPRENDRE BRETAGNE     | 10 000    |
| EURASANTE GIE                    | 27 500    | RESO SOLIDAIRE                   | 193 000   |
| EXCELCAR                         | 65 850    | RESTAURANTS DU CŒUR- LES RELAIS  | 81 608    |
| FACE ILLE-ET-VILAINE             | 32 500    | RIVRS                            | 2 004     |
| FEDE CTRE INITIATIV VALOR        |           | SEHM                             | 10 000    |
| AGRICULTURE                      | 17 000    |                                  |           |
| FEDERATION FRANCAISE PAYSAGE     | 2 500     |                                  |           |

|                                |                  |                                |           |
|--------------------------------|------------------|--------------------------------|-----------|
| SEISME ASSOCIATION             | 15 000           | DREAMCATCHERS                  | 3 000     |
| SENTRY GAMES                   | 1 686            | EDITIONS DU COMMUN             | 5 000     |
| SOC FRANCAISE MICROBIOLOGIE    | 3 000            | EDITIONS INCERTAIN SENS        | 3 500     |
| SOCIETE FRANCAISE DE           |                  | EDITIONS L OEUF                | 3 000     |
| PHYSIOTHERAPIE                 | 1 250            | EDITIONS LA PART COMMUNE       | 4 000     |
| SOCIETE GEOLOGIE DE FRANCE     | 2 000            | ELECTRONI K                    | 95 000    |
| SOLIDARITE PAYSANS DE BRETAGNE | 5 000            | ELEMENTO RECORDS               | 5 000     |
| SPORT UNLIMITECH               | 28 000           | ENGRENAGE S                    | 4 000     |
| START AIR                      | 60 000           | EQUILIBRE                      | 3 000     |
| STARTIJENN                     | 48 000           | FAKE                           | 5 000     |
| THE LEARNING SHOW              | 4 125            | FEUILLES DE STYLE              | 5 000     |
| UNION DU COMMERCE DE RENNES    | 8 000            | FILMS EN BRETAGNE UNION        |           |
| UNIVERSITE DE RENNES           | 386 106          | PROFESSIONNELS                 | 3 000     |
| UNIVERSITE RENNES II HAUTE     |                  | GLAZ RENCONTRES                |           |
| BRETAGNE                       | 124 779          | PHOTOGRAPHIQUES DE RENNES      | 5 000     |
| URSCOP                         | 10 000           | GRAND SOUFFLET                 | 50 000    |
| VALORIAL                       | 25 000           | H F BRETAGNE                   | 5 000     |
| WE KER                         | 624 279          | HECTORES                       | 10 000    |
| WINBOUND                       | 10 000           | IDO                            | 8 000     |
| ZERO ONE                       | 2 289            | IMFR                           | 4 000     |
| <b>CULTURE</b>                 | <b>3 333 535</b> | INSTITUT FRANCAIS              | 12 000    |
| 3 HIT COMBO                    | 70 000           | L'ARMADA                       | 45 000    |
| 40MCUBE                        | 10 000           | L'ESPACE DES SCIENCES          | 1 833 660 |
| 709 PRODUCTION                 | 5 000            | L'HALLALI PRODUCTION           | 6 000     |
| AGORA                          | 1 500            | L OEIL D OODAAQ                | 5 000     |
| ARGYLL                         | 6 000            | L UNANIME                      | 5 000     |
| ARMA ART LYRIQUE ET MUSIQUE    |                  | LA COMPAGNIE PRIMITIF          | 8 000     |
| ANCIENNE                       | 3 000            | LA FORGE SPECTACLE             | 5 000     |
| ART COMEDIA                    | 3 000            | LA GRENADE                     | 5 000     |
| ASSO FRANCAISE DU CINEMA D     |                  | LA STATION SERVICE             | 12 000    |
| ANIMATION                      | 80 000           | LABEL CARAVAN                  | 11 500    |
| ASSO MJC LA PAILLETTE          | 5 000            | LADUDE                         | 5 000     |
| ASSOCIATION AY ROOP            | 40 000           | LE JARDIN MODERNE              | 23 000    |
| ASSOCIATION LES AILES DE CAIUS | 5 000            | LE MARCHE NOIR                 | 4 000     |
| AU BOUT DU PLONGEOIR           | 120 000          | LE PAPIER TIMBRE               | 5 000     |
| CABARET THEATRE DROMESKO       | 35 000           | LE THEATRE DES SILENCES        | 4 000     |
| CENTRE CULTUREL LE TRIANGLE    | 20 000           | LENDROIT                       | 40 875    |
| CHANTEFABLES                   | 3 000            | LES ATELIERS DU VENT           | 8 000     |
| CIE FLOWCUS                    | 4 000            | LES BECS VERSEURS              | 1 500     |
| CINE MA 35                     | 3 000            | LES DISQUES NORMAL             | 5 000     |
| CINEMATHEQUE DE BRETAGNE       | 16 000           | LES EDITIONS DE JUILLET        | 5 000     |
| CLAIR OBSCUR                   | 106 000          | LES ILLUSTRES ENFANTS JUSTE    | 3 500     |
| COLLECTIF BRETAGNE FESTIVAL    |                  | LIBRE ART BITRE                | 6 000     |
| ENGAGE                         | 3 000            | LOUMA                          | 3 000     |
| COMMUNE DE CESSON SEVIGNE      | 2 000            | MJC DE PACE                    | 900       |
| COMMUNE DE CHARTRES DE         |                  | MAISON JEUNES GRAND CORDEL     | 1 500     |
| BRETAGNE                       | 2 500            | MJC BREQUIGNY                  | 7 500     |
| COMMUNE DE NOUVOITOU           | 10 000           | MUSI COLIBRI                   | 5 000     |
| COMPAGNIE CEDILLE              | 5 000            | NAIADE PRODUCTION              | 7 000     |
| COMPAGNIE HUMPTY DUMPTY        | 6 000            | ORCHESTRE NATIONAL DE BRETAGNE | 112 000   |
| COMPAGNIE LES COMBATS          |                  | PATCHROCK                      | 6 000     |
| ORDINAIRES                     | 1 600            | PHOTO A L'OUEST                | 4 000     |
| COMPAGNIE VESTA                | 3 000            | PRESQUE LUNE EDITIONS          | 5 000     |
| CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE   | 10 000           | PRINTEMPS BRUYANT              | 5 000     |
| CRITIC                         | 5 000            | PROPULSION                     | 5 000     |
| CTR PRODUCTION PAROLES         |                  | SENTIMENTALE FOULE             | 3 000     |
| CONTEMPORAINES                 | 25 000           | SHOW ME THE SOUND              | 5 000     |
| DANA                           | 5 000            | SIMYA PRODUCTION               | 5 000     |
| DASTUM                         | 45 000           |                                |           |
| DES GENS COMME TOUT LE MONDE   | 3 000            |                                |           |

|                                     |         |
|-------------------------------------|---------|
| SOLE PRODUCTIONS                    | 14 000  |
| SPELEOGRAPHIES                      | 25 000  |
| TRANS MUSICALES ATM                 | 161 500 |
| UNIVERSITE RENNES II HAUTE BRETAGNE | 17 000  |

#### ENVIRONNEMENT, ENERGIE, SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS 705 066

|   |         |
|---|---------|
| ALEC  | 390 742 |
| AIR BREIZH  | 60 000  |
| ASKORIA   | 5 000   |
| ADIL 35   | 140 000 |
| BRETAGNE VIVANTE SEPNB                                  | 10 000  |
| DOREMI  | 4 424   |
| DURABL  | 10 000  |
| FEDERATION BRETONNE DES FILIERES BIOSOURCEES            | 6 000   |
| INST NAT ENS SUP AGRICULTURE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT | 4 000   |
| LAMAS PRODUCTION  | 5 000   |
| MAISON DE LA CONSOMMATION                               | 38 000  |
| PAKADUR   | 10 000  |
| R'MIN SERVICES  | 11 900  |
| UNIVERSITE DE RENNES                                    | 10 000  |

#### MOBILITE ET TRANSPORTS 116 605

|   |        |
|---|--------|
| AGENCE LOCALE ENERGIE CLIMAT PAYS RENN                  | 12 000 |
| BRETAGNE SUPPLY CHAIN                                   | 7 500  |
| EHOP  | 40 000 |
| INST NAT ENS SUP AGRICULTURE ALIMENTATION ENVIRONNEMENT | 12 105 |
| LA PETITE RENNES  | 30 000 |
| RAYONS D'ACTION   | 15 000 |

#### PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE 3 638 823

|                                      |           |
|--------------------------------------|-----------|
| 3 HIT COMBO                          | 9 500     |
| 4 B INFORMATION                      | 12 000    |
| AUDIAR                               | 2 898 000 |
| ASSO FRANCAISE DU CINEMA D ANIMATION | 2 625     |
| AY ROOP                              | 1 125     |
| BUG                                  | 20 000    |
| ASMR                                 | 12 000    |
| ATLANGAMES                           | 16 625    |
| BRETAGNE RURALE DEVELOPPEMENT        | 10 000    |
| CAPITAL FILLES                       | 500       |
| CLAIR OBSCUR                         | 1 875     |
| CASDEC                               | 518 023   |
| PAROLES CONTEMPORAINES               | 1 125     |
| DESTINATION RENNES                   | 86 275    |
| ELECTRONI K                          | 2 025     |
| GIP EPAU                             | 25 000    |
| INSTITUT D ETUDES                    | 7 500     |
| TEENAGE KICKS                        | 1 875     |
| THEATRE NATIONAL BRETAGNE            | 3 000     |
| TRANS MUSICALES ATM                  | 9 750     |

#### Total 29 748 310

#### BUDGET ANNEXE DECHETS CFU 2023

|                           |         |
|---------------------------|---------|
| Réemploi                  | 89 121  |
| ANETH                     | 11 694  |
| COOP DE MAUREPAS LA COHUE | 3 900   |
| DU VERT DANS LES YEUX     | 450     |
| ENVIE AUTONOMIE BRETAGNE  | 3 990   |
| ENVIE RENNES 35           | 3 500   |
| L ECHAPPEE BENNE          | 10 604  |
| L EQUIPIERE               | 11 206  |
| LA BELLE DECHETTE         | 28 987  |
| LA PETITE RENNES          | 10 070  |
| NUMYCLAGE                 | 450     |
| TERRE                     | 4 270   |
| Gaspillage alimentaire    | 18 000  |
| UNIS CITE                 | 18 000  |
| Stratégie                 | 10 000  |
| XYLM                      | 10 000  |
| Total                     | 117 121 |

# GLOSSAIRE

|               |   |
|---------------|---|
| <b>AC</b>     | Attribution de compensation                                       |
| <b>BP</b>     | Budget primitif   |
| <b>CA</b>     | Compte administratif  |
| <b>CET</b>    | Contribution économique territoriale                              |
| <b>CFE</b>    | Cotisation foncière des entreprises                               |
| <b>CVAE</b>   | Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises                |
| <b>DCRTP</b>  | Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle |
| <b>DGD</b>    | Dotation générale de décentralisation                             |
| <b>DGF</b>    | Dotation globale de fonctionnement                                |
| <b>DM</b>     | Décision modificative   |
| <b>DOB</b>    | Débat d'orientation budgétaire                                    |
| <b>DRFiP</b>  | Direction régionale des finances publiques                        |
| <b>DSC</b>    | Dotation de solidarité communautaire                              |
| <b>DSP</b>    | Délégation de service public                                      |
| <b>FCTVA</b>  | Fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée            |
| <b>FNGIR</b>  | Fonds national de garantie individuelle des ressources            |
| <b>FPIC</b>   | Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales |
| <b>FPS</b>    | Forfait post-stationnement  |
| <b>GEMAPI</b> | Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations      |
| <b>GVT</b>    | Glissement vieillesse technicité                                  |
| <b>IFER</b>   | Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau            |
| <b>PCAET</b>  | Plan climat air-énergie territorial                               |
| <b>SDIS</b>   | Service départemental d'incendie et de secours                    |
| <b>ROB</b>    | Rapport d'orientations budgétaires                                |
| <b>SPIC</b>   | Service public industriel et commercial                           |
| <b>SPL</b>    | Société publique locale   |
| <b>TA</b>     | Taxe d'aménagement  |
| <b>TASCOM</b> | Taxe sur les surfaces commerciales                                |
| <b>TEOM</b>   | Taxe d'enlèvement des ordures ménagères                           |
| <b>TFNB</b>   | Taxe foncière sur les propriétés non bâties                       |
| <b>TFB</b>    | Taxe foncière sur les propriétés bâties                           |
| <b>TH</b>     | Taxe d'habitation   |
| <b>TVA</b>    | Taxe sur la valeur ajoutée  |
| <b>UVE</b>    | Usine de valorisation énergétique                                 |
| <b>VM</b>     | Versement mobilité (anciennement Versement transport)             |
| <b>VT</b>     | Versement transport (nouvellement, Versement mobilité)            |

Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le

ID : 035-243500139-20240620-C2024\_104BIS-DE



Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le

ID : 035-243500139-20240620-C2024\_104BIS-DE

